

La lettre à  
**LULU**



À cœur saillant, rien d'impossible

irrégulomadaire satirique N° 107-108, décembre 2019

**TIPIAK:**  
la polenta  
qui tue

P.3

## Hérongate

# 1 ARBRE POUR LE PRIX DE 2!

L'Arbre aux hérons est une véritable œuvre d'art budgétaire à la nantaise. La surenchère de l'estimation gonfle plus vite que les expertises de faisabilité et les pré-études de recalcul. Avec un tel devis «inflaté», les hérons risquent l'inflatitude. Lulu vous dit même de combien ça a explosé. Mais chut, c'est un secret... ▶ page 2



### Pan pan

## Les chasseurs s'avouent battues

Trop nombreux, le sanglier est pénible pour les pauvres chasseurs-payeurs.

Les sangliers prolifèrent et les chasseurs n'arrivent pas à les étendre raides. Malgré une meute de 13500 adhérents en Loire-Inférieure, ils n'ont pu flinguer que 5400 sangliers l'an dernier et c'est pas assez. Ces mous de la cartouche demandent de l'aide. C'est pas qu'ils baissent les bras, c'est surtout que ça leur coûte un bras : « Il faut que la loi change. Les chasseurs ne peuvent plus faire face au paiement des indemnités des dégâts causés par les sangliers. Entre 2017 et 2018, elles ont quasiment doublé, passant de 350000 à 600000€. Il faudrait que la solidarité nationale joue comme pour les dégâts causés par le loup », lâche Denis Dabo, le directeur de la fédé des chasseurs du 44 (France Bleu Loire Océan, 03/10). En plus, quand ils font des efforts, v'là que la justice les empêche de fusiller. Un chasseur de 76 balais usant de munitions surpuissantes (portée : 4km!) a été condamné à 1038€ d'amende et trois ans ferme d'interdiction de chasse. Juste pour avoir tenté de shooter (à travers une route) un sanglier du haut d'un mirador à Saffré (Chasse Passion, 06/06). Mais si ces salauds de sangliers pululent, c'est surtout la faute aux zadistes, au climat qu'est patraque, ou aux paysans qui maissent toujours plus... Des parcelles de semis de maïs ravagées par les groins fous-seurs? Cherchez pas, c'est « la ZAD, non chassée depuis des années » (Agri 44, 05/06), ou alors « la population continue à croître et profite du réchauffement climatique et des forêts de maïs » (Le Courrier du Pays de Retz, 13/09). Faute de demander gentiment aux sangliers d'arrêter de forniquer comme des bêtes, la fédé des chasseurs a envisagé les répulsifs à base de piment, ou des effaroucheurs faisant du rafut, mais ça coûterait un autre bras, et pour une efficacité discutable... Il ne reste plus qu'à greffer des bras complémentaires aux chasseurs. ■

### Kilochope

## Sous l'eau, sous le manteau

Le juste prix. À l'audience des braconniers, le saumon sauvage pêché en Loire illégalement est annoncé entre 200 et 300 € le kilo « sous le manteau » (L'Hebdo de Sèvre-et-Maine, 05/10). Quant au kilo de civelles, ça peut chercher dans les 4000 € le kilo. Prévoir un gros gros manteau. ■

# Des hérons aux

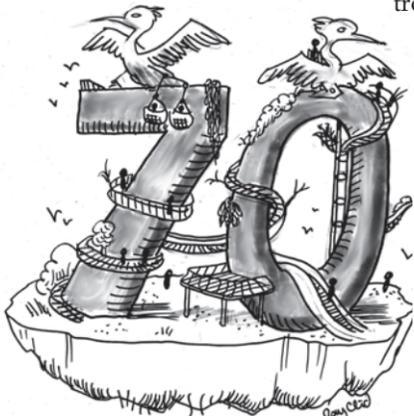
L'Arbre aux hérons cache bien son budget

GRAND magicien, François Delarozière sait faire grossir un arbre avant de l'avoir planté. Depuis près de cinq ans, le projet d'Arbre aux hérons est régulièrement annoncé à 35 millions d'euros. Le chiffre traîne partout. C'est sur cette estimation que Johanna Rolland a dit banco en 2016, à condition qu'un tiers du budget vienne d'apports privés. Mais si ce coût gonfle? Le devis n'a jamais été publiquement réactualisé, même si des rumeurs craignent un dépassement financier. Pour l'adjoint à la culture, David Martineau, « rien ne laisse à penser que ça va bouger. Mais ça serait aventureux de dire que ça ne bougera pas. Ça reste un concept (...) Delarozière est habitué à fonctionner avec une enveloppe connue. »\* Connue de qui? Les concepteurs tiennent un autre discours: L'arbre aux Hérons, « impossible à chiffrer » (Ouest-France, 05/12).

Dans un document que Lulu s'est procuré, La Machine a bien fourni à Nantes métropole un devis actuel, mais tenu secret. Datée du 20 mars 2019, cette « estimation financière détaillée du coût de réalisation du projet » s'établit à 69893M€. Un chiffrage issu du travail d'une vingtaine de personnes pendant un an et demi. Ces coûts seront, dit le document, « consolidés par le rendu de la pré-étude rendue en juin 2019 ». Mais cette étude, Nantes métropole ne veut pas la divulguer, préférant lancer une nouvelle pré-étude votée en octobre. « Les études techniques complémentaires votées lors du conseil métropolitain d'octobre dernier permettront justement d'affiner le budget. » L'affinage, c'est le fin du fin quand on s'en fait un fromage. Avec près de 70 millions avant affinage, on peut se payer quatre collègues tout neufs, ou plus de 28 millions de demis pression à un comptoir, ou financer presque trois fois le budget 2019 du CCAS de Nantes.

## L'inflaté a sévi

Faute d'info officielle, il faut se contenter du chiffre produit par



Arboriculture

# très très longs coûts

« inflaté » qui a carrément doublé de volume. Un jeu de cache cash.

## Promesses de dons

Manque à gagner: de 3 à 6 millions de bonus fiscal.

PROMIS, « un tiers pour la Métropole, un tiers pour les acteurs publics et un tiers par le privé », le financement inflaté de l'arbre en métal doit aussi faire grossir l'apport privé transitant par le fonds de dotation qui offre aux entreprises 60% de défiscalisation des montants placés au pied de l'Arbre, avec joli papier cadeau comme sous le sapin de Noël. Le fisc a d'abord toussé, refusant le bénéf de cette exonération, validant finalement l'indulgence en juillet dernier. Les conseillers en optimisation fiscale respirent.

### Vuitton tontaine

À Paris, le filon a été bien exploité par le groupe LVMH pour construire sa fondation en plein bois de Boulogne. Certes légal, ce dispositif de détournement fiscal pénalise les contribuables par autant d'impôts qui ne profitent pas à la collectivité. La Cour des comptes a épinglé la construction du bâtiment de la Fondation Vuitton, qui a explosé son devis, annoncé pour 100 millions à la mairie de Paris en 2006, finalement inauguré en 2014 avec une facture multipliée par huit. Ça vous fait penser à rien? Pour l'Arbre aux hérons, le budget a juste doublé pour le moment, mais sans

rien de construit, donc enflure possible. La Cour des comptes a alors préconisé « un encadrement législatif des contreparties aux dons ».

### Trois ou six, don don

« Organisme sans but lucratif, non assujéti aux impôts commerciaux », le fonds de dotation Arbre aux hérons est présidé par Bruno Hug De Larauze avec pour membres fondateurs Nantes métropole, la CCI, la Jeune chambre économique, le Medef 44, le Crédit mut... Déléguée générale du fonds, l'ancienne députée PS Karine Daniel évalue les apports des entreprises « entre 4 à 5 millions, les dons allant de 5000 € à 1,5 million » (Les Échos, 19/08). En octobre, Johanna Rolland reprend le chiffre de 5 millions de promesses de dons. À raison de 60% escamotés par la dispense d'impôt, trois millions seraient alors soustraits aux budgets publics. Mais si le devis de l'arbre doublait, on passerait à six millions de manque à gagner, pris au budget de la collectivité. En creux, c'est donc aussi un coût public. Tous les gamins savent ça, un arbre creux, c'est bien, on peut se cacher dedans. ■

Pierre-François Delaroficière

## Dotations à mi-temps

Créé en juin 2017, le fonds de dotation de l'arbre aux pigeons verse pour ses premiers six mois 77 760 € au Voyage à Nantes pour réparer et louer la station Prouvé (la guitoune d'info du VaN, l'été), et pour détacher à mi-temps deux salariés du VaN au 1er novembre 2017, une assistante de direction et l'incontournable Pierre Oréface, le co-concepteur de l'œuvre Arbre, donc rémunéré par un fonds de dotation qui finance un projet dont il palpe les royalties en droits d'auteur... L'économie circulaire, c'est tendance chez les gestionnaires de manèges. ■

| Coûts liés à l'exploitation  | PU HT       |
|--|-------------|
| Local maintenance en pied de falaise (hors funiculaire et escalier) dessiné par François DELAROZIERE | 3 312 155 € |
| Billetterie dessinée par François DELAROZIERE  | 267 189 €   |
| Bar-terrasse base & Petite boutique dessinés par François DELAROZIERE                                | 780 770 €   |
| Locaux technique d'exploitation (TGBT, arrosage) dessinés par François DELAROZIERE                   | 795 822 €   |
| Aménagement publics (poubelles, accès, signalétique)   | 400 000 €   |

les concepteurs. Soit quasi 70 patates, en six grands ensembles : frais d'études et honoraires, coût de construction, bestiaire, coûts liés à l'exploitation, compléments de l'œuvre & options, investissements complémentaires. Le cumul études, construction et bestioles grimpe à 48,5M€, chiffre présenté comme « 35 millions inflaté 2015 à 2024 + le bestiaire mécanique de l'Arbre + allongement du chantier » et détaillé en trois grands postes :

- 16 M€ de « frais d'études et honoraires », pré-études, bureau de contrôle, (dont les droits d'auteurs pour 210 000 €);
- 24,43 M€ de construction: installation de chantier & gardiennage, fondations, terrassement, structure escalier, passerelles, belvédères, bar terrasse dans les branches, réseau de gaz antigel;

- 8,06 M€ pour le bestiaire: hérons est et ouest, bras et escaliers d'embarquement.

### L'indivisible et l'invisible

Le projet est présenté comme un « ensemble indivisible constitué par l'Arbre aux hérons, les locaux d'exploitation et de maintenance intégrés à l'Arbre aux hérons ». Pas question de laisser élarger un si bel arbre à millions. Le tableau prévisionnel mentionne un « bestiaire inaugural » (2,4 millions). Nantes métropole assure à Lulu qu'« il n'y a qu'un seul bestiaire: celui inaugural est le même que celui de l'exploitation ».

Mais ce n'est pas tout: il faut aussi ajouter 21,4M€, détaillés en « coûts liés à l'exploitation » (9,72M€), « compléments de l'œuvre et options » (8,73M€) et « investissements complémentaires » (2,93M€)

comprenant mobilier, velums, bestiaire déjà réalisé (taupe, paresseux, colibri géant). Le tableau tient à le préciser à chaque ligne: le local maintenance au pied de la falaise, le local de billetterie, le bar terrasse, les locaux techniques d'exploitation (tableau électrique basse tension, arrosage) et la petite boutique sont tous bel et bien « dessinés par François Delarozière ». Cinq cabanons de luxe évalués à un total de 5,2 millions tout de même, hors taxes. Elle vaut de l'or, la griffe du maestro...

### Signature du maître

Le *deus ex machina* Delarozière palpe des droits d'auteur sur tout ce qu'il signe. Dans ce budget que dévoile Lulu, les « fluides arbre » et les « divers dont assu-

rances » ne sont pas signés par le grand maître, modeste parfois. Une « participation du futur exploitant au marché de conception et de réalisation » est estimée à 350 000€. Mais comment rémunérer, avant même qu'il ait été choisi, un exploitant inconnu, pour l'aide à concevoir l'attraction qu'on lui confiera à gérer? À Nantes métropole, on ne doit pas avoir bien lu le tableau: « Il n'y a pas de ligne dans les études pour la rémunération du futur exploitant » est la version officielle servie à Lulu. Ou alors, on joue sur les mots, ce qui est inscrit au budget prévisionnel ne figure pas dans les études...\*\*

### Sans compter la faisabilité

Ne sont pas compris dans ce décompte – c'est un détail – les 7,2 millions, voire plus, de préétudes de faisabilité déjà effectuées depuis quinze ans. Les concepteurs considérant que ces investigations techniques et financières n'ont été pondues que pour la branche prototype, pas pour l'Arbre lui-même. C'est subtil. François Delarozière et Pierre Oréface sont décidément indéterminables. Mais pas roublards, non non. Juste un peu doublards. ■

Féroul Dissenait

\* Conférence de presse de La Folle Journée, 21/11.

\*\* Relancée pour préciser, Nantes métro n'a pas répondu.

## Estimation financière détaillée du coût de réalisation du Projet

20/03/2019

Le projet: Ensemble indivisible constitué par l'Arbre aux Hérons, les locaux d'exploitation et de maintenance intégrés à l'Arbre aux Hérons. Cet ensemble est intégré dans le projet urbain du Bas-Chantenay et installé dans le parc de la Falaise. Les coûts présentés ici sont estimatifs et seront consolidés pour le rendu de la pré-étude en juin 2019. Ils peuvent donc être amenés à bouger à l'avenir. Certains coûts présentés ici ne relèvent pas du travail de La Machine et sont présentés à titre indicatif (prestataires et BET externes [SPS, Foudre, calouï etc], Entreprises). Les coûts relevant d'un futur marché de conception / réalisation de La Machine s'entendent sous certaines conditions [voir tableau 'Conditions nécessaires au bon déroulement']

| Frais d'étude et honoraires   | PU HT        |
|---|--------------|
| Pré-études, études, calculs de structure internes, frais de coordination et d'administration, frais annexes | 14 489 770 € |
| Architecte  | 180 000 €    |
| Calculs de structure externes   | 150 000 €    |
| Bureaux de contrôle   | 143 660 €    |

| Investissements complémentaires  | PU HT     |
|--|-----------|
| Bestiaire déjà réalisé (Toupe, Paresseux, Colibri géant)                 | 222 304 € |
| Participation du futur exploitant au marché de conception et réalisation | 350 000 € |
| Mobilier   |           |

# Période décès prolongée chez Tipiak

Deux ans après un accident du travail mortel, l'entreprise va devoir s'expliquer devant les juges. Sans pouvoir charger le big bag.

SÉBASTIEN est mort à 39 ans, en travaillant. Écrasé au pied de son chariot élévateur par un sac d'une tonne de polenta, dans un entrepôt Tipiak. C'était il y a plus de deux ans à Saint-Aignan de Grand Lieu. Depuis, la direction n'a jamais plus prononcé le nom de Sébastien, qui a laissé deux enfants et une famille désemparés. Au lendemain de l'accident mortel, quelques lignes dans la presse, puis silence. Deux ans après, l'enquête de gendarmerie vient d'être bouclée, suggérant une qualification pour « homicide involontaire par personne morale », l'employeur Tipiak donc. Mais rien ne dit que le parquet suivra cette qualification pénale.

Dès le lendemain du drame, les visites de l'inspection du travail et de la Carsat révèlent qu'avant l'accident, leurs rapports ont déjà alerté sur les points de sécurité défaillants.

## Une tonne de polenta

Ce 5 septembre 2017, Sébastien embauche à 5h dans cet entrepôt de Saint-Aignan de Grand Lieu, l'une des sept usines en France de ce groupe qui a son siège à Saint-Herblain. Avec son chariot élévateur, Sébastien est chargé d'alimenter une ligne de production. La fourche du chariot perce un big bag à sa base. Il semble qu'il soit descendu pour voir comment bloquer la fuite, qui s'écoule vite, sans bruit, en vidant le sac éventré. « Le contenu fluide de polenta du big bag percé s'est déversé, et la palette supérieure déstabilisée a chuté sur le conducteur présent dans l'allée », note le rapport de la Carsat. Trois enquêtes sont lancées, par l'inspection du travail sur les conditions de sécurité, la Carsat pour juger s'il faut alourdir les cotisations de l'employeur, et la gendarme-

rie quant aux responsabilités pénales.

## Allée trop étroite

Problèmes aussitôt identifiés par l'inspection du travail et la Carsat : l'allée resserrée par deux étages de big bags était trop étroite pour bien manœuvrer, ne laissant que 11 cm de part et d'autre du chariot. « Espace insuffisant pour se déplacer sans risque », écrit l'inspection du travail. La loi prévoit au moins 50 cm de chaque côté. Les allées piétonnes, zones hachurées qui doivent être laissées libres, étaient encombrées d'obstacles, morceaux de bois notamment.

## Un danger repéré

Autre point noir, les big bags stockés les uns au-dessus des autres, d'autant que « la pression des big bags supérieurs crée un ventre sur les big bags inférieurs » et que « certaines palettes bois sont en mauvais état » note la Carsat. L'inspection du travail rappelle qu'elle a alerté sur le risque 14 mois avant le drame : « Par courrier du 29 juin 2016, nous vous avons alerté sur la dangerosité du stockage de big bags sur deux niveaux [pouvant] présenter un risque de chute. Il a été confirmé par la CHSCT la chute à plusieurs reprises de big bags. »

## « On aurait fait pareil »

Un mois après les faits, le rapport de l'inspectrice du travail pense « possible qu'en s'apercevant de la fuite, il ait voulu la colmater en descendant de son chariot ». Réflexe logique pour ses collègues : « On aurait sans doute tous fait le même geste, pas pour sauver la marchandise mais pour pas se faire engueuler. Si on perce quelque chose et que c'est crade par terre, on se fait pourrir par les chefs. Si c'est pas bien nettoyé, pareil. Les

## À LA CANTINE DE TIPIAK



commerciaux, c'est pareil : ils n'ont pas le droit de répondre au téléphone en voiture, mais ils se font engueuler s'ils ne répondent pas... La sécurité, on a bien compris, mais pas avec des intimidations et des sanctions », dit un de ses collègues. Tous en ont gros sur le cœur, mais préfèrent rester anonymes. Juste après l'accident, ils sont sous le choc. La minute de silence expédiée, la direction leur impose de reprendre le travail, au milieu des gendarmes qui s'affairent. Une commission de direction se réunit deux heures après le drame pour « gérer la crise » mais le PDG attend deux jours avant de se montrer dans les ateliers.

Et la tache de sang au sol restera des semaines, « mais quand il y a une tache dans un bureau, alors là, la moquette est changée tout de suite ». Un an après, la direction refuse d'organiser la moindre évocation, sous prétexte que le personnel n'est pas demandeur. La CGT appelle alors à un débrayage, suivi par la quasi-totalité du personnel ouvrier.

## La faute à qui

Au lendemain du drame, la di-

rectrice de site laisse entendre au personnel que ce serait un peu de la faute de la victime, qu'il ne faut jamais tenter de colmater une fuite d'un big bag. Les conclusions des gendarmes ne semblent pas suivre cette tentative d'inverser les responsabilités. « C'est quand même l'entreprise qui nous doit obligation de sécurité... », grince un autre cariste. Depuis, le stockage sur le site de Saint-Aignan de Grand Lieu s'est automatisé, les effectifs ont baissé de 20%. Un écran vante le nombre de jours sans accident. « Quand ça a dépassé 100 jours, on a eu droit à un panier de fruits », se désole un salarié. L'objectif de l'entreprise est d'abord financier, le taux d'accident de travail jouant sur les cotisations. Reste que la logistique est un des secteurs qui enregistre le plus d'accidents de travail avec le BTP et l'intérim.

## Climat déréglé

Le travail sous pression n'a pas changé : « Il y a un climat détestable, on nous traite comme des robots, et le week-end on se retrouve sous

antidépresseurs. Sur le site de Saint-Herblain, les collègues qui bossent en entrepôt frigo, trois ou quatre heures à moins 25 degrés, sans avoir le droit de se prendre un café, ils sortent avec des douleurs au crâne. Notre objectif, c'est de sauver notre peau, pas de préserver la marchandise ni les profits des actionnaires... »

## Formation sécurité externalisée

« La boîte a plus investi dans les lignes de production que pour la sécurité. La logistique, ça coûte plus que ça leur rapporte, donc on surstocke plutôt que d'être attentif à notre peau de salariés », soupire un autre.

Désormais, le stockage à étages est banni, mais la formation sécurité\* des caristes, Tipiak ne la finance plus, préconisant à ses ouvriers de se la payer eux-mêmes, en prenant ça sur leurs droits à formation... beaucoup moins cher pour Tipiak qui se contente du minimum légal, une autorisation de conduite qui n'est valable qu'entre ses murs. Commentant en 2013 son bilan annuel, Hubert Grouès détaillait ses priorités : innovation produits, croissance du potentiel industriel, dépenses marketing, et expédiait le reste, l'accessoire : « Après, ce sont des investissements productivité, capacité de production, sécurité... » La sécurité en dernier. Pas rentable ce genre de truc. L'entretien vidéo (27/06/2013) est diffusé par une web télé bizness intitulée « La Bourse et la vie ». Un « et » qui fait toute la différence. ■

Pierre Labay

\* Caces, certificat à la conduite en sécurité, attestant qu'une formation a été suivie par les conducteurs d'engins de levage, grues, chariots élévateurs.

## « Aucun sinistre majeur ou significatif »

Une année de risques chez Tipiak. Quoi, quoi, quels risques ?

NON, le rapport annuel de Tipiak n'est pas cynique. Il est juste positiviste quant aux risques financiers, juridiques, d'image. Rien de ce qui fâche ne doit être retenu. 2017 est l'année où le PDG, Hubert Grouès a reçu 1,5 M€ de rémunérations, jetons de présence et attribution gratuite d'actions (pour les deux tiers). Pour ceux qui ne connaissent pas, Hubert Grouès est le neveu de l'abbé Pierre (Henri Grouès de son vrai nom) et a commencé dans l'humanitaire au Bangladesh. Fin 2017, peu après la mort de Sébastien, le bilan annuel de Tipiak ne dit pas un mot sur l'accident mortel. Avec cette phrase glaçante, trois mois après le drame : « À la date de rédaction du présent rapport, aucun autre sinistre majeur ou significatif susceptible de modifier tant les conditions futures de couvertures d'assurance que les montants globaux des primes et/ou les franchises, n'est connu de l'entreprise. »

Un phrase déclinée trois fois au

fil des 151 pages, pour bien rassurer sur les résultats financiers et les dividendes. Il faut donc comprendre que la mort du cariste relève soit de l'inconnu, soit n'amène pas de désagrément financier aux actionnaires. Ce rapport annuel 2017 (151 pages) détaille les risques de conjoncture et les budgets bouffe des particuliers, évoque aussi la méchante concurrence, la saisonnalité (si jamais le dérèglement climatique dégoûte de manger des salades et des taboulés), la surveillance des clients mauvais payeurs, la géopolitique (les Américains s'ils font la fine bouche), les aléas des taux de change et des marchés financiers, les approvisionnements qui pourraient se tarir. Pour la réputation de la marque et les dangers de perte d'image auprès des consommateurs, il y a une parade : « Un contrat d'assurance a été souscrit afin de garantir les conséquences financières que pourrait subir le Groupe en cas d'attaques médiatiques consé-

cutives à un risque de non-conformité des produits commercialisés. » Montant assuré : 10 M€. Le chapitre « Risques relatifs à la sécurité des personnes et des actifs (matériels et immatériels) ainsi qu'à la protection de l'environnement » ne retient que des risques sanitaires, incendie, environnement, cybercriminalité. Analysant les effectifs et l'organisation du travail, les accidents du travail ne sont mentionnés qu'au chapitre absentéisme... Il y a bien un chapitre, « La santé, la sécurité et les conditions de travail », plein de comités de pilotage, « causeries sécurité », groupes de travail, formations vigilance sécurité, cabinets conseils en ergonomie, « geste du mois », séances d'échauffement lors de la prise de poste, technique de sophrologie. Et même des « actions de prévention et d'amélioration des conditions de vie au travail ». Mais de celui qui vient de perdre la vie au travail, pas un mot. Le vrai risque, c'est de paniquer l'actionnaire. ■



Quand c'est Nun, c'est non!

# Centrale met le campus façon puzzle

Les superlatifs étaient prêts, les appétits aussi. Le beau projet de fac du futur victime d'un mal vote décentralisé.

**H**ORRIBILIS! Ce 9 octobre 2019 restera comme un *dies horribilis*. Ça sonne moins vulgaire qu'*annus horribilis*... En ce jour à marquer d'une pierre d'horreur, l'ambitieuse Nun, « Nouvelle université à Nantes », naissance programmée au 1<sup>er</sup> janvier 2020, a avorté. Et ce, dans l'indifférence générale, sauf du gratin local acharné à faire du campus nantais « un site majeur, reconnu au niveau européen et iden-

tifié mondialement » (sic). La faute à Centrale qui a refusé de rallier un ensemble associant université, Inserm et CHU. L'école d'ingénieurs classée dans les 200 meilleures mondiales sur 903, et dans le Top 5 en France\*, n'a pas envie de partager avec les gueux des sciences humaines son pouvoir, son prestige, ses contrats de recherche et ses partenariats avec les entreprises. En dépit d'une santé économique

précaire: un rapport de 2018 de la Cour des comptes l'a classée au « niveau 1 » avec sept universités, pointant ainsi des « difficultés financières avérées » et un « risque d'insoutenabilité à court ou moyen terme ».

Sous-entendu par les magistrats financiers, l'école a super mal joué en étant parmi les cofondateurs de l'IRT Jules-Verne, institut de recherche technologique destiné à orienter la recherche publique vers les besoins des industriels. Entre l'IRT et Centrale, ça a vite tourné à la « concurrence pour attirer ces financements privés ». Sale coup pour l'école d'ingénieurs dont un tiers de ses ressources provenait des entreprises, face aux projets menés au sein de l'IRT financés à 50 % par des fonds publics. C'est pas juste.

## Gesticulations effarées

Malgré des gesticulations, pétitions, tribune de la dernière chance dans la presse, diatribes sentencieuses et menaces, impossible de faire changer Centrale d'avis. Ni de contourner ce mal vote comme quand les Français avait si mal voté non au Traité constitutionnel européen en 2005.

Le courrier du ministère reçu moins d'une heure avant le CA, et menaçant de baisses de crédits si Centrale votait mal et faisant capoter le projet? L'apocalypse promise par Olivier Laboux, président de l'université? Même pas peur. Les administrateurs n'ont pas été plus ébranlés par la perte des 330 millions sur dix ans, manne associée au campus remodelé « start-up nation » par l'Agence nationale de la recherche. Mais c'est une offre soumise à condition: que cette Nun décroche le label I-Site Next, un projet de recherche sur la santé et l'industrie du futur. Une vraie bouée de flottabilité en ces temps néolibéraux où l'Etat assèche année après année la recherche et l'enseignement supérieur publics. Syndrome du Brexit oblige, Laboux a bien demandé à Arnaud Poitou, le boss de Centrale, un nouveau vote de ses administrateurs qui n'ont évidemment rien compris aux vrais enjeux. Lequel Poitou a

rétorqué: « Inefficace et déontologiquement contestable ». Ambiance entre mandarins.

## Mosaïque d'opposants

Parmi les 32 élus du conseil d'administration, les onze trublions opposés à Poitou de la liste Unité centrale fustigent un projet ultralibéral, privatisant l'enseignement supérieur, ce qui fait tâche dans cette pépinière d'ingénieurs pas vraiment habitués à faire des pieds de nez au capitalisme. D'autres administrateurs, nettement à droite eux, n'ont pas apprécié que Poitou et Laboux manigancent entre eux, en les tenant à l'écart. Et puis quand Poitou, mieux soutenu par l'industrie que par les pontes des facs, a pigé qu'il n'aurait pas les pleins pouvoirs au sein de l'entité avec l'université, l'Inserm et le CHU, et surtout avec Laboux, il a prié discrètement ses administrateurs, même pas ses copains, de voter contre l'intégration de Centrale dans le beau dispositif.

## Rempiler, une obsession

La position zigzagante de Poitou



a, c'est vrai, de quoi agacer. Sa réélection à la tête de Centrale en 2017 avait été refusée par l'État qui avait dû s'y résoudre après un second vote identique du conseil d'administration, tétu. Promis, juré, craché, le polytechnicien Arnaud Poitou s'est alors engagé à œuvrer au rapprochement des deux mondes. Les mois suivants, il persille ses discours des mots « alliance », « lien », « association », tout en se gardant bien de prononcer le terme de fusion. Durant l'été 2017, l'école et son boss s'étaient déjà retirés d'un projet similaire,

## Effet de sert à rien

# L'école d'ingés s'en tamponne le carbone

Centrale, grande école, mauvais élève en classe carbone.

**D**EPUIS huit ans, Centrale se tape de son empreinte carbone. Le dernier bilan date de 2012. Quand on travaille avec l'industrie lourde, on va pas s'encombrer avec ces pudeurs de jeune homme. Pas question de singer les vraies entreprises contraintes par une loi inique à publier un état de leurs émissions de gaz à effet de serre mis à jour tous les trois ans. Les futurs ingénieurs semblent pourtant rechigner à intégrer des entreprises aux bilans carbone désastreux. Un manifeste menant à désertir les boîtes les plus polluantes a été signé en 2018 par 330 élèves, près d'un quart des étudiants de Centrale Nantes, troublés par « une perte de sens totale » et un « malaise grandissant des jeunes ingénieurs face au climat » (*Le Monde*, 16/04). L'an dernier lors de la remise de son diplôme, Clément Choïse se dit « incapable de se reconnaître dans la promesse d'une vie de cadre supérieur en rouage essentiel d'un système capitaliste de surconsommation » (un carton via Youtube). Et il pointe les « entreprises à fort impact carbone » partenaires de Centrale. Il y a bien un projet de passage à la neutralité carbone de l'école sur lequel planchent des étudiants. Mais c'est pour plus tard. Et pour le directeur Arnaud Poitou, pas la peine de trop embêter le staff administratif de l'école en demandant à chiffrer les déplacements des profs à des congrès,

pour les intégrer au décompte. *A contrario*, un projet d'installation de banc d'essai pour moteurs Man diesel inquiète les futurs ingénieurs, d'autant qu'il faudrait construire une extension au milieu de l'école et que l'emplacement présumé détruirait justement le potager en permaculture cultivé par certains étudiants terre à terre. Quant à ce que produira ce bac d'essais, particules fines et ultrafines en plein milieu du campus, vibrations, bruit, tout ça importe peu face à l'infinie bonté de l'industriel qui daigne s'associer. Basée à Saint Nazaire, filiale de Volkswagen l'usine Man diesel fabrique des moteurs maous pour paquebots, navires de guerre, centrales thermiques et nucléaires. Des machins pesant jusqu'à 320 tonnes pièce. Man diesel a changé de nom en 2018 devenant Man energy solutions, ça fait moins gros pollueur, même si le diesel reste son métier principal. Son partenariat avec l'école Centrale vise notamment à faire durer plus longtemps ses moteurs Piesltick qui équipent plus de 10 000 sous-marins, navires de guerre, centrales électriques et nucléaires dans le monde. Les cours sur l'« ingénierie de la transition écologique » et autres topos sur l'« écologie industrielle », faudrait pas y dépenser trop d'énergie. ■

Oscar Boniment



## Chevaliers de Maurice

# Un bachelor bâché discretos

L'antenne de l'école Centrale à l'île Maurice ferme piteusement trois ans après son lancement.

**C'**EST de la décentralisation éphémère. Avant d'inaugurer cette formation de bachelor en quatre ans, Frédéric Meslin, le directeur détaché pour mener l'annexe tropicale, avait claironné: « En ouvrant une antenne à Maurice, Centrale Nantes s'inscrit dans un projet de long terme ». Le long terme a tourné court. Ouverte en octobre 2016 dans le campus de Pierrefonds, près de la plage de Flic-en-Flac, la formation d'ingénieur a fait flop. La quatrième promotion n'avait que six inscrits! Quatre à six fois moins que les précédentes promo d'étudiants... À Nantes, le conseil d'administration a préféré arrêter les frais, fermer la filiale et enterrer son présomptueux projet de développement intitulé « projet Centrale Afrique Australe ». Quant au slogan de l'école, « Shake the

future », il semble que le futur immédiat n'ait pas aimé se faire remuer. « L'enseignement supérieur est un marché qui connaît une croissance colossale dans le monde. Dans de nombreux pays, les élites ont un bachelor de niveau bac+4 » (*Le Monde*, 03/02/2016), disait le big boss Arnaud Poitou qui se voyait « former des Africains "à la française" » et rêvait de forger des élites attirées par la marque Centrale. À 7000 € de frais de scolarité par an, ça devait être rentable. Va falloir chercher d'autres terrains de jeu *over-seas* pour rapporter du cash à l'école nantaise. Centrale Paris est à Pékin depuis 2005 et en Inde depuis 2007. Après avoir échoué dans l'ancienne Isle de France, les Nantais lorgnent sur une implantation à Saint-Mars-du-Désert. ■

officiellement pour des raisons de gestion du personnel. Difficile aussi de ne pas y voir des querelles d'égo. Car Olivier Laboux y tient, à sa Nun, même si rabougrie par la force des choses : c'est le seul espoir pour l'ancien doyen de la fac de chirurgie dentaire, 57 ans, de conserver les ors du pouvoir. Il termine en mars 2020 son deuxième mandat de président, interdiction de rempiler selon les statuts actuels de l'université. « Établissement public expérimental », la nouvelle version Nun lui permettrait, ô miracle, de briguer un troisième quadriennat. Mais attention, pas pour sa gloire perso. Juste par « devoir d'assurer la mise en place de Nantes université ».\* Et tant pis si l'intersyndicale de la maison rejette le projet à l'unanimité, y compris le Sgen-CFDT (un véritable tour de force), vent debout contre la « vision compatible, élitiste et utilitariste » voire carrément austéritaire de la recherche et de l'enseignement, et « la menace d'un autoritarisme administratif inédit ». Le site oueb de Nun a fait l'impasse sur cette mauvaise humeur. Les syndicats rétifs, c'est mauvais pour l'attractivité.

### Le trio souverainiste

Hors du feu des projecteurs, un théâtre d'ombres dévoile trois tontons flingueurs, tous anciens dirlos de Centrale, entre 67 et 85 ans, opposés à son intégration dans Nun dont ils ont bien savonné la planche : Daniel Tardy, ancien boss du groupe familial nantais de BTP ETPO, Pierre Viaussy et le ptit dernier Patrick Chedmail. Dans un milieu où corporatisme et élitisme jouent à fond, ça pèse. Ils ont laissé « fuiter » sur la Toile un document de quatre pages où s'exprime l'inquiétude de voir leur bébé devenir « un établissement sous tutelle de facto » de l'université. Horreur absolue ! Rien qu'un repaire de dangereux gauchos à leur yeux, à l'opposé des managers d'Audencia et des architectes de l'Ensa avec qui une alliance est scellée depuis 2014. Outre la fin de son autonomie, le trio redoute que Centrale se retrouve à poil « sans moyens humains et financiers ni autorité sur les personnels concernés » avant la perte de ses labos et contrats de recherche. Au nom de son rayonnement intersidéral, les trois anciens jugent indispensable que Centrale conserve « le choix et donc la sélection de ses étudiants » et « l'existence de droits de scolarité significatifs » tout en ouvrant son conseil d'administration à au moins 50 % de « société civile », comprendre au business et à l'industrie, impératif vital pour ces néolibéraux « au-delà des seuls intérêts corporatifs des acteurs des universités françaises qui (...) refusent de s'approprier cette réalité ». Le trio prône « l'impérieuse nécessité de l'établissement de s'adosser à un ou plusieurs partenaires qui partagent ses convictions ». Y compris étrangers. Comme l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL). Bref, n'importe quel allié sauf l'université et ses pathétiques indigents. ■

Steven Essème

\* Place publique, n°72, automne 2019

## Effondrementeries L'apocalypsologie, une tradition nantaise

Rétrospective éclair des grands projets avortés, précédés de noires prophéties.



COMMENTAIRES des décideurs Après l'échec de Nun, la Nouvelle université à Nantes : mais c'est la fin des haricots, le désastre de la pensée, l'effondrement de l'excellence nantaise. En version euphémisée sortie des réunions de crise, ça donne des « conséquences lourdes pour l'avenir ». Il est de bon ton de trembler avec un air offusqué.

Comme les pontes de la fac, la bourgeoisie locale use depuis toujours de la rhétorique de collapsologie, non pour prédire la fin du monde capitaliste et consumériste mais juste l'effondrement des économies locales. Patrons de Loire-Inférieure et élus, droite ou gauche, ressassent depuis belle lurette leurs prédictions déclinistes, cantonnées c'est vrai à leurs petites affaires dans l'estuaire. Ils n'en peuvent plus de tirer la sonnette d'alarme quand se profile l'abandon d'un grand projet censé redonner à la cité des Trouduc de Bretagne son lustre d'antan et lui permettre de rivaliser sur toutes les mers et les continents.

### Inventaireminal

À fouiller ce passé local plein d'apocalypses imaginaires, la liste des arguments catastrophistes enfile les perles. Le renoncement de l'État à la centrale nucléaire du Pellerin en 1981, puis du Carnet en 1997 ? Un retour à la bougie et une cata pour le développement économique régional, tout l'Ouest plongé dans le noir pour le reste de la nuit des temps. Le seul « désert énergétique » de France et le grand Ouest exsangue avaient pourtant un besoin impératif de cette centrale pour se relever. Idem après l'abandon en catimini de l'aménagement portuaire de Donges-Est en 2009, qui devait marquer le début de la fin. Un coup dur pour l'emploi, selon les syndicats du port, élus, technocrates et patrons du secteur portuaire, obligés d'avaler leur chapeau. « Un port qui ne se développe pas est un port qui meurt » : la formule se décline pour tout projet. Ne parlons pas du crash en 2018 de l'aéroport à Notre-Dame-des-Landes, carrément synonyme de fin du monde, de ruine du PIB indigène et de crashes aériens permanents sur les autochtones

nantais. Face à un tollé populaire grondant, madame Rolland a dû, en novembre 2018, tirer un trait sur YelloPark, stade de foot alibi cachant une vaste opération immobilière. Le stade prétendait pourtant relever « de l'intérêt du club, de l'intérêt de Nantes et de toute la métropole » voire du « Grand Ouest » s'étendant jusqu'au bout du monde, c'est-à-dire le Penn-ar-Bed finistérien.

Constat de son échec à rassembler des campus francs-tireurs, l'UBL, Université Bretagne Loire, vient de se saborder moins de quatre ans après sa création. La mise en échec du nouveau projet d'université a invoqué pareillement l'effondrement qui vient, les tragiques « divisions face au reste du monde » et « le risque de fermer définitivement la perspective ». Même invocation de l'apocalypse pour le canal de La Martinière, réputé indispensable pour redynamiser le trafic du port de Nantes : la Loire envasée refusant les navires modernes, la profondeur du canal offrait la solution. Un bide : inauguré en 1892 après dix ans de travaux pharaoniques et coûteux, dépassé dix ans après, délaissé, exploité petitement jusqu'en 1913, finissant en cimetière à bateaux.

### La ruine qui vient

Le plus beau début de la fin remonte à la Révolution, quand ces ultragauchistes votent en 1794 le premier décret interdisant l'esclavage. Les négociants et armateurs plaident tout, les colonies piliers de la richesse nationale, les esclaves indispensables à la rentabilité des plantations, d'autant qu'on les sauve en les faisant chrétiens donc civilisés, échappant ainsi à la barbarie des guerres tribales africaines. Les négriers nantais ont aussi plaidé l'emploi local, et la survie de familles d'ouvriers de la navale, des corderies et fabriques d'indiennes... Avec la fin définitive du commerce triangulaire en 1831, les élites nantaises prédisent un énorme désastre, la ruine généralisée, les ténèbres économiques, la misère du cash flow. Le pire n'est jamais certain et ça fait un moment que ça dure. ■

Jules Baliverne



### Cannabisness

## Prends zen de la graine

SAUVER sa peau en se pomadant de cannabis. C'est le pari d'Ho Karan, une start-up nantaise mise en avant par l'incubateur commun à Audencia, Centrale et l'école d'architecture. Société par actions simplifiées, Ho Karan s'est proclamée « French cannabis expert » et ses cosmétiques, produits à partir de la graine de chanvre bio breton, pourtant garantis « sans effet psychotrope », adoptent un marketing délibérément ambigu, en jouant sur les mots : « huile stupéfiante », « savon surnaturel » (12€ le savon, quand même), lingettes « go fast », gel douche « super nice trip », « crème stupéfiante »...

Tous supposés apporter « une incroyable sensation de bien-être et de satisfaction ». Mais la start-up incubée, montée par une ancienne élève d'Audencia, s'est fait tacler quant aux pouvoirs fumeux et présumés de son cannabis : « L'huile de chanvre n'a aucune valeur ajoutée dermatologique par rapport à l'huile d'olive ou l'huile de jojoba, assure Laurence Coiffard, prof à l'université de Nantes et cocréatrice du blog Regard sur les cosmétiques. Le chanvre sert plutôt à faire du buzz et à gonfler les prix ! » (20 minutes, 08/10/18). Un sujet pour les assos de défonce du consommateur. ■

Marie Pranquestère



### Loose-loose

## Ce cancre d'Audencia

AUDENCIA se fait rétrograder par Le Figaro dans son dernier classement annuel des meilleures écoles de commerce. Bim, 11° ! Ça sert à quoi d'être aussi chère (14591 euros/an) que l'Edhec classée 5°, si c'est pour disparaître du hit-parade ? En perdant une place, le fleuron du management à la nantaise sort du top 10. Invisible, donc. Pour Le Fig', cette lente dégringolade a une explication : « La business school nantaise obtient une moins bonne note en rayonne-

ment international et en relations entreprises que presque toutes les écoles qui la devancent ». Référence auprès des étudiants futurs managers et des décideurs, ce classement repose sur trois critères : excellence académique, performances à l'international, relations avec les milieux de l'entreprise. Dans la course sans pitié aux classements des meilleures écoles internationales, les déclassés n'ont pas droit de cité. Voilà Nantes bien désattractivée. ■





## Steak bien caché Fake bidoche

Livrée aux misérables, la viande factice, aggloméré de tout et de rien, s'est négociée à Machecoul.

**D**E la vraie viande? Les pauvres, ces incurables sans-dents ne sauraient pas apprécier. Une pâte pré-hachée, trafiquée de rebuts de l'industrie bovine, c'est bien suffisant. En juin 2019, RTL et *Libération* révèlent un scandale de steak haché surgelé frauduleux relevant « un excès de gras, une mauvaise qualité des tissus, et des défauts dans la composition ». Si on y trouve des protéines, il s'agit sans doute de vieilles protéines rechapées qui ont déjà servi. Destinataires de l'embrouille: les Restos du cœur, le Secours populaire, la Croix-Rouge et le réseau des Banques alimentaires qui détectent des « traces blanches, brunâtres et noirâtres sur plusieurs lots ». Ces associations stoppent la distribution, et doivent financer elles-mêmes les analyses auprès de labos privés. Il a fallu quatre mois avant que l'État se réveille. Finalement cette pseudo-viande d'assemblage contient « des traces de poulet (...) du cartilage, du tissu épithélial, des morceaux de cœur, d'estomac et d'amygdales, de l'amidon, du soja, des épices, ainsi que des morceaux de viande déjà transformée », réemploi d'invendus de viande hachée prévue pour des burgers ou steak hachés redépiautés et remixés, on ne sait pas. Et un rab d'épices pour masquer le goût douteux de ces mixtures peu ragoûtantes, paraît-il sans danger pour la santé. Mais cette carne trafiquée a permis aux intermédiaires de se sucrer sur le dos des miséreux. Et le sucre plein le dos, c'est très mauvais pour le diabète dorsal.

### Barbaque sans frontières

L'origine des carcasses utilisées? « Sur un marché public intra-européen, nous sommes incapables de dire d'où viennent les 10 000 pièces qui ont servi aux 1400 tonnes produites. On ne sait pas si c'est du bœuf polonais, ukrainien, canadien ou brésilien », note le sénateur Fabien Gay, rapporteur d'un réquisitoire contre les négligences sur fond de chasse au moindre coût. Traçabilité : zéro.

Organisme dépendant du ministère de l'Agriculture, FranceAgriMer passe le marché, sans rien contrôler. « L'État fonctionne comme une centrale d'achat aveugle », dit le sénateur. Une

boîte des Côtes-d'Armor, Voldis, décroche donc en 2018 ce marché de 5,2 M€ pour neuf millions de steaks hachés, soit 1436 tonnes de surgelé, le tout financé par le Fonds européen d'aide aux plus démunis. Voldis? Une boîte fantôme, plutôt tournée vers le négoce et la volaille, qui n'a ni bureau, ni atelier, ni entrepôt. Voldis est en cheville sur le coup avec un fournisseur polonais, Biernacki, le moins cher en Europe. Spécialisée « courtage en produits agricoles et négoce en viandes », basée à Machecoul, la SMP, Société Marcel Proux, fait l'intermédiaire.

Les trois sociétés ou leurs dirigeants ont déjà trempé séparément dans des affaires douteuses, viandement, sanitaire et judiciairement parlant. Bidoche non conforme, contamination à la salmonelle, abattoirs fermés d'autorité, risques pour la santé publique.

### Bidoche trempée dans l'obscur

Hervé Proux, un gars du pays, a repris en 2017 l'entreprise de découpe et de transport de barbaque, en faillite. Le brave patron vante alors son sens accru de l'excellence: « Nous misons sur la qualité de notre travail. Les éleveurs connaissent la traçabilité exacte de leur viande. Nous ne mettons pas de pression sur les cadences, pour assurer un travail de boucher le plus précis qui soit » (*Ouest-France*, 09/11/2017). Dans l'affaire des faux steaks, le grossiste de Machecoul plaide victime: « Courtier est un métier très complexe. Il y a des éléments très obscurs et très étranges et certains mensonges. On s'est tout fait avoir vraisemblablement. Il y a des intérêts croisés qui vont au-delà de ce que peut comprendre le grand public. Quand il y a des difficultés, nous sommes là pour les régler, nous n'avons pas besoin de la presse. Tous les jours, cela arrive dans les métiers de l'alimentaire » (*Hebdo de Sèvre & Maine*, 28/06). Bref, rien à comprendre, circulez. Résumé : la viande présumée est elle-même victime d'une présomption de machecoulage. ■

### Sacha Rale et Gaby Gard

\* Rapport au sénat sur la qualité des steaks hachés distribués dans le cadre du Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD), 29/07/2019, rapporteur Fabien Gay.

## Balance ton porc

# Rien que des cochonneries

C'est pas tout rose, la vie du jambon.

**U**NANIME, la presse présente ça comme un « défi » (*Ouest-France*, 15/11; *PresseO*, 16/11). Le charcutier traiteur Brison fait du jambon zéro nitrite, et s'explique: « Le sel nitrité est un additif utilisé en charcuterie. Il joue un rôle dans la conservation. Cependant, cet ajout n'est pas sans impact sur la santé ». C'est le moins que puisse dire Laurent Brison, le patron de la maison, pour ne pas trop cracher sur ses « 40 ans de savoir-faire, de passion gourmande à votre service ». Avec nitrites.

Le nitrite de sodium, alias E250, garde le rose du porc et flingue les bactéries mais, depuis 2010, on sait que ça craint: le Centre international de recherche sur le cancer alerte alors sur les dangers cancérigènes de l'additif. En 2015, l'Organisation mondiale de la santé classe les charcuteries « pro-

duits certainement cancérigènes ». Réduire la dose d'additif ne générerait pas moins de cancers du colon. Le jambon sans nitrite, ça se vend au Danemark et aux Pays-Bas depuis 2007. En France dix ans plus tard, les indus-

triels Fleury Michon et Herta s'y sont collés. Un défi? En 2020 les députés envisagent de surtaxer les charcuteries nitritées. Il était urgent de se lancer un « défi », pour pas se faire nitriter d'empoisonneur. ■



## Divagatoire

# Clebs errants, le marché

Cette prétendue association est en fait un opérateur du business animal.

**L**e week-end, ni garde champêtre ni flic municipal. Alors, à Nort-sur-Erdre, « une association vient épauler la police pour récupérer les animaux en divagation » (*L'Éclair* de Châteaubriant,

09/11). Régulièrement, pour « cette continuité de service », Sous mon aile est présentée comme une association. C'est en fait une Sarl, fondée en 2003. « Fatigués de le répéter 100 fois par jour, nous

laissons dire », explique à Lulu son gérant, David Mallem. Une Sarl sous code APE 9609z, catégorie fourre-tout qui regroupe spirites, chercheurs en généalogie, exploitants de « machines fonctionnant avec des pièces de monnaie », agences de rencontres, tatoueurs et « services pour animaux de compagnie : hébergement, soins, dressage ». Sous mon aile fait dans la pension l'été pour matou ou clébard, taxi pour toutou (35€ la course, 5€ par demi-heure sup'), vend des croquettes, toilette lapin, yorshire, teckel, golden retriever (54€ la coupe pour un cocker). La société propose de garder le toutou chéri pendant les « deux jours de shopping effréné du Black Friday » avec toilettage à moins 50 % pendant les achats compulsifs. Chiffre d'affaires : 90 000€ en 2014, mais depuis, ses comptes annuels déposés au greffe du tribunal de commerce sont protégés par une clause de confidentialité. Concurrence oblige, dit le gérant: « J'évite d'étaler nos chiffres au grand jour, car si on veut continuer à travailler pour les animaux autrement que bénévolement, nous nous devons de garder précieusement chacun de nos contrats. »

Que la société prospecte le marché de la « fourrière animale » n'a donc rien d'une bonne œuvre. Une soixantaine de communes du département ont recours à cette « asso » à but lucratif, lui payant 70 à 75 euros pour capturer un animal en divagation, 65 euros pour le rapatrier à la SPA. Y a pas de mal à faire du business, mais faut appeler un chat un chat. ■

## Vagabondage

# Attention sauvagerie

**L**ancelot et Hortensia, un bœuf et une génisse, se sont évadés. « Depuis trois mois et demi », dit le journal (*L'Hebdo de Sèvre-et-Maine*, 02/10). Près de Clisson, les deux bovins, race locale vache nantaise, font des dégâts partout où ils vagabondent. Le jour planqués dans les bois, la nuit à ruminer des pique-niques où bon leur semble, bouffant du raisin dans les vignes, des choux

pommes dans les champs, démolissant un enclos à chevaux, semant la panique sur les routes... Pourtant équipé d'un fusil à seringue hypodermique, l'éleveur rate son piquage de vaches à distance: « On n'arrive pas à les endormir. C'est impossible d'être à portée de tir. Elles sont aujourd'hui sauvages. Et courent très vite. » Vaste sujet, l'ensauvagement bovin. ■



## Flipper

# Les antispécistes bassinent Planète sauvage

Un dauphin pondu, un tollé chloré.

NEUF dauphins à Planète sauvage, c'est neuf de trop pour l'asso de défense des animaux C'est assez! qui fulmine contre ces bassins prisons pour cétacés. Captivité, donc maltraitance de fait et, pire, sans le consentement des dauphins. Le zoo a enregistré le 7 mai la naissance d'un delphineau de 12 kilos, troisième naissance de l'histoire du delphinarium du pays de Retz. « C'est toujours une triste nouvelle. Sa durée de vie ne dépassera sûrement pas les quinze ans dans l'eau chlorée, contre une quarantaine en liberté », dit un militant de C'est assez! (Ouest-France, 20/07/2019). Le bébé est voué à l'entraînement, ballons sur le nez, sauts en l'air, à faire le beau pour épater la galerie, devenant rapido un tâcheron de plus pour la parade vouée aux touristes, cinq shows par jour l'été. Devant le parc d'attraction de Port-Saint-Père, les militants antispécistes ont manifesté en juillet et en août avec des pancartes « *Sitôt nés, sitôt exploités* ». À la mi-août, juste après une campagne de pub de Planète sauvage d'affiches collées aux culs des bus nantais, 140 de ces mêmes bus ont arboré un orque dans une baignoire, affiches dénonçant les delphinariums : « *Pour nous un divertissement éphémère, pour eux une vie d'esclave et de souffrance*. » Rappelons que, collés aux culs des bus, les cétacés ne sont pas à leur place non plus. Ces prisonniers en bassin n'ont pas pu compter sur l'appui du Conseil d'État qui a annulé un arrêté interministériel imposant aux trois delphinariums français\* des normes plus strictes pour « *garantir le bien-être* » des cétacés et interdire la reproduction en captivité (Le Monde, 29/01/2018). Reste plus que les réseaux d'évasion. ■

\* Planète Sauvage, Marineland d'Antibes, parc Astérix dans l'Oise.

## Espèce de quoi Bestiola non grata

BAISSE des subventions au centre de soins de la faune sauvage de l'école vétérinaire. Et donc restrictions du nombre de bestioles secourues. Pies bavardes blessées, étourneaux sansonnets esquintés, corneilles noires, fouines ou ragondins patraques peuvent crever (Ouest-France, 16/02). Le centre peut soigner ces nuisibles mais interdiction de les relâcher dans la nature. Les espèces chassables, pigeons ramiers, merles noirs, canards à colverts, vanneaux huppés peuvent aussi clamser le bec ouvert? « *Pourquoi dépenser de l'argent s'ils se font tirer à la chasse une fois soignés?* », se lamente le directeur. Le laman-tin fiévreux, par contre, est accueilli à bras ouverts. ■



# Promesses élucluctorales

Un programme au gramme près. Garanti intenable. Ou anti-garantenable, comme on veut.

N'écouter que son sens du devoir impératif de conscience et son contresens inné des obligations attachées à son statut, Lulu consent à œuvrer pour le bien commun avec ces 20 promesses électorales qui, comme chacun sait, n'engagent personne, pas même en CDD ou en intérim. Élu, Lulu s'engage à offrir à tout le monde :

- un miroir d'eau dans tous les placards de HLM;
- l'obligation de chanter dans les conseils municipaux comme dans les films de Jacques Demy;
- une recette de bouchon vaseux servie une fois par semaine à la cantine des écoles;
- cinq grammes d'attractivité en poudre offerts aux nouveaux habitants à Nantes;
- un label de traçabilité de la viande de marque Dupont-de-Lignonès;
- une brigade de police dédiée aux transports amoureux;
- une formation qualifiante d'enfarinage d'élus en alternance (farine complète, poudre d'escampette);
- les parcours des manifs déposés le lendemain en préfecture;
- un sachet de poudre verte offert aux enfants pour

greenwashiser le béton qui ne cesse de pousser;

- un kit de maquillage anti vidéo-flicage et de floutage sans effets indésirables graves;
- un tatouage offert, spécial Folle journée, pour une place achetée au Hellfest (ou le contraire);
- un selfie avec le préfet d'Harcourt mais c'est lui qui met une cagoule sur sa casquette à glands;
- les immeubles penchés du quai de la Fosse placés en maison de redressement, les planchers récalcitrants dénoncés au Parquet;
- une liaison Navibus entre le quai Wilson et le quai Wilson;
- un Arbre aux pucerons pour tous, bonzaï en carton fourni en mairie, à planter sur son balcon;
- une formation pour acteurs du territoire, module grotesque et pantomime;
- le rattachement de la tour Bretagne à l'Anjou, un jour sur deux;
- un grand programme de dé-coconstruction permanente de La Beaujoire;
- une start-up créée, un ticket offert pour une heure dans une sanisette Decaux;
- une heure de sommeil en gymnase, duvet fourni, animation policière au matin (sur réservation).



## Police, vos tickets!

# Joanna Rolland patrouillarde

Va bientôt plus rester de place pour les civils dans les trams.

UNE police des transports, manquait plus que ça. Une idée lancée début octobre par quinze maires de Nantes métro, dits « *de gauche* », pour montrer leur fermeté dans la chasse aux incivilités avant les municipales. 32 agents à embaucher pour patrouiller 7 jours sur 7, entre 11 h 15 et 23 h 30. Une équipe nouvelle qui s'ajoute à l'actuelle brigade de surveillance des transports en commun, une quinzaine d'agents

de la police nationale. On avait déjà des médiateurs démineurs de menus conflits, des cow-boys contrôleurs qui appellent les flics dès qu'ils ont besoin. Depuis 2013, on a offert l'usage gratuit du tram aux pandores en uniforme avec arme de service. Dans les TER, idem depuis 2017. À partir de janvier 2018, un protocole police-gendarmerie-Tan autorise les descentes avec chiens policiers dans les rames et bus pour accompagner les contrôleurs de billets. Depuis juin 2019, une « *brigade de contact* » formée de trois gendarmes réservistes en calot et gilet pare-balles prend les « *bouts de ligne* » des transports en commun et les bacs de Loire, avec un quatrième pandore qui les suit en voiture. Mais ça suffisait pas. Pas de faux-semblants. Vive-ment les vrais flics dédiés aux bus et trams. À quand les flics de bistrot, les flics de toilettes payantes, les flics de balcon et de terrasse, les flics des égouts et de la cime des arbres? ■



## Roularde

# Madame se fait trimballer

JOHANNA Farinella Rolland veut une flotte de vélos pour les élus. Mais elle, non, elle roule et roulera toujours en voiture, avec chauffeur. Ben pourquoi? « *Le problème, c'est qu'il faut privi-*

*légier la sécurité* » (Ouest-France, 14/11). Elle a peur de se faire enfariner une deuxième fois ou quoi? Vite, un véhicule de fonction doté d'un blindage anti-farine. ■

## Feu à volonté

La nuit, tous les flingues sont gris.

TOUT aussi en campagne, la candidate LREM Valérie Oppelt a une autre proposition: pas de police des transports, pas de garde champêtre pour la ville verte, mais 100 flics nationaux de plus, et des renforts pour arriver à 200 flics municipaux en recrutant 85 nouveaux, avec des chiens, une vingtaine à moto, tous armés mais que la nuit. Elle ne dit rien sur la période cruciale entre chien et loup, l'heure où ces flics risquent de se tirer dessus entre eux. Il faut d'urgence créer une brigade spéciale pour surveiller leurs collègues à ce moment-là. ■

## Archéosocialologie

Débat sur « *la grande mutation du socialisme nantais* » le 21 novembre, aux archives départementales, à l'invitation de la société archéologique et historique de Nantes et de Loire-Inférieure. Archivage, archéologisation, voilà le PS enterré, enfoui dans son passé. On traque le silex paléosolférino. La prochaine causerie aura lieu dans un caveau. Demander la clef au gardien du cimetière. ■

## Cata

# Ayraultbashing

Éloge vitriol post Matignon pour Ayrault.

PICORÉ fin août dans la série de six articles du Monde sur l'effondrement du PS. Dans cet échange de méchancetés rétrospectives, quelques commentaires de petits camarades sur Ayrault période « *ligne molle* » de Premier ministre sinistré. Florilège: « *Il patauge dans la semoule (...)* Il n'est pas brillant, quand il parle, on ne sait jamais quand ça se termine. » (François Rebsamen); « *Loyal mais n'avait pas les capacités.* » (Mosco-

vici); « *Ayrault était en burn-out. Il n'a jamais été un Premier ministre efficace, il était dépassé. Matignon, c'était une catastrophe. On était obligés d'aller à l'Élysée, car Ayrault ne prenait pas une décision.* » (Aurélie Filippetti); « *Ayrault? Un sale bonhomme, un type sans affect, qui ne manage pas, rancunier, ne promotionnant pas les jeunes, les considérant tous comme des rivaux.* » (Valls). Le PS devrait se renommer PLV, Parti des louanges de vipères. ■

## Tagadac tsoin tsoin Comme un cheval sur la soupe

À LA BAULE, le candidat LREM Jean-Yves Gontier préconise une brigade équestre, en fait juste limitée à deux flics à cheval, et seulement pendant la saison estivale, mais promis, droits dans leurs bottes contre les insupportables incivilités: « *déjections canines, et interdictions d'être torse nu en ville et de jeter des mégots par terre* » (labaule-infos.net, 03/10). Si au moins le cheval policier pouvait manger les crottes de chien, avaler les mégots et balancer quelques ruades aux adeptes du toplless de ville... ■

# Les Utopiales prostituent l'avenir

Des science-fictionnaires couchent avec les bidasses et les fossoyeurs nucléaires. Sous nos yeux...

**V**OILÀ les utopies soumises à l'État. Glissés par une faille spatio-temporelle, stratèges militaires et gestionnaires de poubelles nucléaires squattent le festival des Utopiales. L'Andra, l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, y a parrainé avec le magazine *Usbek & Rica* un concours de nouvelles de science-fiction sur l'avenir des détritiques atomiques. Un premier atelier de quatre heures s'est tenu à Nantes le 31 octobre, un autre à la Cité des sciences à Paname une semaine après. Des idées à prendre pour multiplier et faire accepter les dépotoirs de ces déchets qui défient l'éternité. Un festival servant la soupe aux enfouisseurs du nucléaire: ça doit être sorti aux éditions Truquage kaki, collection L'Imaginaire asservi. Même stratégie, militariste cette fois: le festival a aussi consommé son union libre avec l'armée, euh non, rectificatif officiel: « Il ne s'agit pas de "l'armée", mais plutôt de membres de la Direction générale de l'armement (DGA Lab et DGA Maîtrise de l'information), de membres de l'Institut des hautes études de la Défense nationale, et de l'état-major de la Marine », précise à Lulu Marie Masson, Communication Officer de la Cité des congrès. Nuance.

## Explosion de drones

Cette alliance avec la matière

grise du kaki et du bleu marine n'est pas une première: il y a deux ans, le festival nantais a abrité une première collaboration militaires-écrivains, qu'évoque avec gourmandise Emmanuel Chiva, directeur de l'AID, l'Agence de l'innovation de défense, créée en septembre 2018 (1,2 milliard d'euros de budget, une centaine d'agents): « Nous avions demandé aux participants de réfléchir à ce que pourrait être un drone de surface naval en 2080 et les réponses nous avaient étonnés. Ils avaient réfléchi à des concepts auxquels nous n'avions pas pensé, comme un navire articulé qui se décompose en drones autonomes se fondant dans la population marine » (France Culture, 31/10). Ordre de mission à ces prophètes: détecter les menaces de demain et « pro-

poser des scénarios de disruption ». Éditeur d'Alain Damasio, invité vedette de cette édition, La Volte a dénoncé « la nucléarisation et la militarisation des Utopiales »\*.

## Secret défense de guerre

« Emmanuel Chiva a participé à deux tables rondes parmi les 171 programmées: Secret défense, sur les enjeux de la cyberdéfense et Codes de guerre, sur les codes de guerre dans la fiction », ajoute Marie Masson. Pas de dépense du festival, selon elle: « Le concours d'écriture est organisé par Usbek & Rica qui a pris en charge transport et rémunération des intervenants », pareil pour l'Agence de l'innovation de défense. « Il n'y a pas eu de partenariat, donc aucune convention. Il n'y a aucun intérêt financier. Il s'agit de faire réaliser l'impor-

1981, un comité regroupant des auteurs de SF, des généraux et des représentants de l'industrie aérospatiale a fourni des rapports à l'administration Reagan pour ériger un bouclier technologique spatial capable de dézinguer les missiles ennemis en vol, accordant aux États-Unis une invulnérabilité à une attaque nucléaire. Le programme de bouclier spatial est baptisé Starwars. Le but de ce lobby très intéressé: « Berner le Pentagone et l'amener à financer un vaste programme de vols habi-

tance de la SF comme mode de pensée des futurs. »

## Le président enrôlé

Astrophysicien au CEA à Saclay, radioactif de profession, président du festival des Utopiales, Roland Lehoucq a été bombardé chef de la « red team » recrutée par l'AID et chargée de cette mission classée secret défense. Les résultats ne seront pas divulgués. Une red team comme pendant la guerre froide où une équipe américaine de prospective imaginait des scénarios pour contrer les perfides bolchéviks. À partir de

tés »\*\*. Aujourd'hui, la Défense Advanced Research Projects Agency, l'agence du département de la Défense US qui gamberge sur les nouvelles technologies à un usage militaire, travaille avec des créateurs de jeux vidéo. Les écrivains collabos du futur militarisé devraient méditer la devise *Ann dianaf a rog ac'hanoun*, « L'inconnu me dévoore », inscrite en breton sur la tour du musée Dobrée. Pas se faire bouffer, ce vieux principe de survie. ■

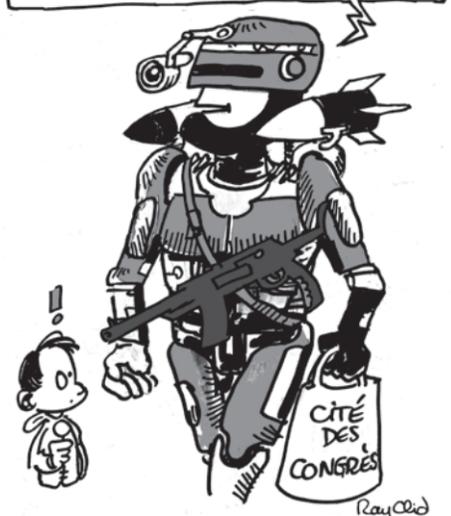
Jules Baliverne

\* <https://lavolte.net/militarisation-utopiales-2019/>

\*\* « Quand La Guerre des étoiles devient réalité », *Le Monde diplo*, juillet 1999.

## ROBOCOP AUX UTOPIALES

Je viens sécuriser le stand sur les déchets nucléaires.



## Allons z'enfants

# L'apprentissage bleu-bite blanc rouge

La Loire inférieure a testé un premier contingent d'ados appelés au service militaire relooké.

**A**AAARDE à vous! Les pionniers du SNU, le Service national universel obligatoire, n'ont pas eu trop à se forcer. Se lever à 5h30 pour saluer le lever du drapeau au garde-à-vous, pas de problème. Certains sont élèves en filière sécurité au lycée pro de Couëron, beaucoup s'imaginent déjà militaires, une fois l'acné disparue, même s'ils devront peut-être se rabattre sur la carrière époustouflante de vigile. Ils ont donc positivement l'exercice de soumission volontaire, uniforme, discipline: « Une bonne opportunité de me confronter à la hiérarchie, à l'autorité, aux ordres », confie Quentin, 15 ans, potache propre sur lui au lycée Jules-Verne (*Ouest-France*, 28/03).

## Le drapeau pas réveillé

En juin, la Loire-Inférieure a été l'un des 13 départements pilotes, enrôlant 124 lycéens et apprentis, dispatchés dans d'autres départements dont une dizaine en Guyane. Dans la jungle, arrachés du hamac à la première lueur du jour, portables confisqués, restitués pour 5 minutes d'appel par jour, ça passe juste si on se fantasme bidasse profession-



nel. Ça risque d'être moins bien vécu pour les 800 000 jeunes par an à partir de 2023, contraintes forcées d'aller se faire inculquer des notions de nation et de marcher au pas. Levés aux aurores pour saluer le lever du drapeau tricolore, au garde-à-vous, en entonnant la Marseillaise, encadrés par des militaires, et ce pendant les vacances scolaires, en uniforme, téléphone portable interdit, pas sûr que ça fasse kiffer l'ado de base. Idem quant aux sanctions pour les récalcitrants, insoumis, objecteurs ou objectrices, « privées de la possibilité de

passer le permis, le bac et tout autre diplôme ou concours de la fonction publique », dit le sous ministre Gabriel Attal.

## Le spectre de la militarophobie

Les galonnés de l'état-major qui n'étaient pas demandeurs, s'inquiètent, selon la presse de droite: « Certains grands chefs redoutent même le retour de l'antimilitarisme, qui a quasiment disparu depuis la fin du service national obligatoire en 1996. Si l'on rend trois millésimes de jeunes antimilitaristes, l'armée professionnelle est

morte », confie un responsable, soucieux pour le recrutement » (*L'Opinion*, 28 juin 2019).

L'armée craint qu'on lui pique du budget pour ces grandes manœuvres de novices évaluées entre « 2 à 3 milliards d'euros par an en régime de croisière », selon le candidat Macron, 6 milliards selon un rapport sénatorial de 2017, Gabriel Attal prétendant depuis se cantonner à 1,5 milliard par an. Pour la première année, dans ces camps mixant préparation militaire, un peu colo de vacances, sortie pédagogique et cours sur la citoyenneté, ça a pris pourtant l'allure d'un plaidoyer pour l'armée enchaînant parcours du combattant à ramper sous un filet, « journée armée et mémoire » célébrant le passé va-t-en guerre, raids commandos en forêt, « soirée débat démocratie & courage », battues pour courser un fugitif certes fictif mais ça prépare à la chasse à l'homme, on ne sait jamais. L'examen de vigile raté, on pourra se réorienter comme chef de milice de voisins vigilants de son quartier.

## Tête sous l'eau

Le lycée pro de Guérande a servi de camp de base à 179

autres ados venus d'autres départements, partant pour des expéditions trépidantes, visite de préfecture, du siège du département, ou plus physique et coercitif: ramper dans l'eau saumâtre, mettre la tête sous l'eau. C'était le mois de juin mais quand même.

L'encadrement était assuré par 150 policiers, anciens militaires, éducateurs, enseignants et animateurs en centres de loisirs, tous préalablement formés par des instructeurs militaires à l'école d'officiers de Coëtquidan, lors d'un « rallye leadership et cohésion ». Cohésion, c'est le mantra répété à l'envi par les ados lors de leurs interviews. Un aperçu du bourrage de crâne. La deuxième phase de 15 jours impose un engagement tout aussi obligatoire en caserne, commissariat, mairie ou association. Parait que les jeunes savent plus s'engager, dit le gouvernement, alors on les force, c'est pour leur bien. C'est moins ambitieux qu'une bonne guerre, la vieille méthode, mais faut y aller mollo au début. C'est de bonne guerre. ■

Boris Dévian

# Johanna Rolland soigne ses relations pub

L'actualisation du règlement cadrant la publicité urbaine est remise à on ne sait quand.

Nantes bientôt transformée en ville-sandwich? L'espace public croule déjà sous la réclame omniprésente : panneaux d'affichage, mobilier urbain, toilettes publiques, bus, trams, sans compter les enseignes tapageuses en surnombre. Une pollution de nos imaginaires redirigés vers les tiroirs-caisses. Une loi de 2010 et son décret d'application de 2012 imposent de réviser l'antique « règlement local de publicité » avant juillet 2020. On aurait pu penser que l'obsolescence annoncée de ce document, datant de 1997, allait mobiliser toutes les têtes pensantes de l'ex « capitale verte européenne », aiguillonnées par des élus déclarant à tout bout de rue leur attachement à la qualité du cadre de vie. Rien du tout. À quelques mois de la date butoir, rien ne bouge ou presque. Et peu de chance que la situation évolue prochainement. Normalement, cette réglementation de la pub est annexée au plan local d'urbanisme. Nantes métropole avait l'opportunité d'en intégrer une nouvelle version lors de la refonte du plan local d'urbanisme métropolitain (Plum), adoptée en avril dernier. Cela aurait été plus que pertinent alors qu'à ce jour, seules 13 des 24 communes de l'agglomération sont dotées d'un tel règlement. La



communauté urbaine d'Angers l'a d'ailleurs fait au printemps.

## Priorité lente

Récapitulons ce qu'il reste à faire: rédaction d'un marché pour l'appel d'offres, désignation d'un bureau d'études, « coconstruction » du futur document et enquête publique, mais avec, entre-temps, la pause obligée des élections municipales.

Si tout va bien, la métropole devrait disposer du futur règlement de pub intercommunal à l'horizon 2023 ou 2024. Une priorité, on vous dit. Mais un peu moins prioritaire que la chasse aux sans-abri qui a valu à la ville de se voir décerner récemment par la Fondation Abbé-Pierre un Pic d'or au titre du « dispositif le plus fourbe » : les bancs des abribus, conçus par

JCDecaux, sont coupés par une barre au milieu, empêchant de s'y allonger. Des fois que la pub endormirait les pauvres. Surtout que leur sommeil devrait bientôt bénéficier d'un environnement plus agréable: les techniciens planchent sur un « schéma de cohérence d'aménagement lumière » qui doit ménager « un corridor écologique nocturne sans pollution lumineuse ». Que

les honnêtes gens se rassurent: ce concept de « trame noire » vise d'abord à protéger les espèces animales malmenées par la vie urbaine moderne, pas les gueux. Il est cependant étrange de bosser sur les éclairages et leurs nuisances sans y intégrer les enseignes flashy.

## Haro sur le biodégradable

Pourtant, la réclame est parfois aussi mal vue que malvenue. Il y a pile deux ans, une start-up, lyonnaise de surcroît, voulait badigeonner les trottoirs municipaux de marquages « éphémères biodégradables ». La boîte entendait profiter d'une brèche offerte par un décret du 22 décembre 2017 autorisant cette « expérimentation ». Horrifiée, Johanna Rolland avait refusé tout net, dénonçant « une pollution visuelle en contradiction avec la volonté de Nantes de valoriser les atouts patrimoniaux et environnementaux de son centre ville ». On sent alors sa conviction: « L'espace public ne doit pas souffrir d'un excès de marchandisation de ses surfaces. » Toute la subtilité de la nuance se nichant dans l'étendue de « l'excès ». D'autant que, c'est connu, de très nombreux collectifs d'habitants réclament et pétitionnent pour avoir plus de panneaux publicitaires.

Amédée Guelassé

## BricoDecaux

# Le patron de Bicloo en roue libre

Sanisettes, abribus, mobilier urbain, gestion de la pub urbaine : JCDecaux, un partenaire choyé...

VÉLO à péage contre recette de pub. Le libre-service Bicloo s'est implanté sur ce troc qui truque la restriction de pub en ville jusque-là maintenue. Son arrivée, en 2008, avait mis un coup de canif dans la limitation de la publicité, octroyant 276 panneaux et sucettes à Decaux en contrepartie de la mise à disposition des 700 pre-

miers vélos\*. Depuis, la moitié des deux-roues sont eux-mêmes devenus des supports à pub.

## Choyé, Decaux

En 2011, pour 90 vélos de plus et dix nouvelles stations, Decaux a reçu de Nantes métropole 1,2 million, sans compter le bénéfice d'un « abandon de recettes publicitaires » évalué à 427 550 €, (valeur

2007: c'est pratique pour savoir le vrai chiffre quatre ans après). Au même moment, comme Decaux n'avait pas atteint les objectifs de 2500 emprunts de vélos par jour à ses bornes, il lui était compté des pénalités prévues par contrat, soit 434 681 €. La baguette magique de Nantes métropole a annulé l'ardoise. C'est cadeau, à la trappe l'amende: « Notre but n'étant pas de boucler le budget de la Métropole avec ces pénalités, mais plutôt d'obtenir des améliorations significatives des prestations de notre partenaire », justifiait à l'époque à Jacques Garreau, maire de Bouaye et vice-président de Nantes métropole aux « déplacements doux ». La douceur s'est imposée pour ne pas fâcher Decaux. Pour un marché fixé officiellement à 1,2 million, la multinationale a empoché en réalité 2,2 millions. Ce marché a été renouvelé en 2018 pour sept ans pour le prix de 24 M€ (hors taxes), avec trois ans de rab en option.

## Pubmaster

En février 2017, Decaux décroche pour vingt ans le marché de la vente d'espaces publicitaires sur les 952 panneaux d'affichage en périmètre métropolitain, avec l'engagement d'en désaffecter 122. Mais le nombre n'est pas l'essentiel. Decaux mise son développement sur la prolifération des tout récents panneaux vidéo, écrans hyper lumineux et agressifs, aux contrats

plus juteux que les vieilles affiches papier. Début 2019, Decaux a installé une quarantaine de panneaux de pub vidéo à Nantes. Soit l'équivalent de la consommation électrique de 40 foyers de quatre

personnes, selon le collectif nantais RAP, Résistance à l'agression publicitaire. À Paris, le règlement local de publicité interdit ces écrans de pub dans l'espace urbain. Nantes qui se souvient avoir été la ville des Allumées, ne va pas quand même s'abaisser à copier la capitale. ■

Raymond Poulozeudor



## No culbuto

# Un promoteur nexaspéré

Scandaale. Nantes métro veut ruiner son promoteur spéculateur chéri.

LONGTEMPS bien en cour auprès des huiles socialistes du cru, le promoteur Jean-Marie Nex a vu sa cote chuter. Homme d'affaires, à la tête d'une cascade de sociétés (agence immobilière, hôtel, marchand de biens, finances, promotion, etc.), il est connu comme créateur en 2007 du Hangar à bananes (9000 m<sup>2</sup> de cafés, restos, galerie et un théâtre), gérant depuis ces anciens entrepôts portuaires au bout de l'île de Nantes. Nex vient de se casser le nez devant le Conseil d'État\*, après la Cour de cassation en 2015. Et après le tribunal administratif puis la cour d'appel. Et d'autres encore. Flairant la juteuse plus-value foncière, Nex avait acheté 4,8 hectares de terrain dans le périmètre de la Zac Erdre-Porterie, projet déclaré d'utilité publique en 2005. Son

objectif inavoué: faire la culbute sonnante et trébuchante. Un arrêté préfectoral déclare en 2011 « la cessibilité » de ce foncier, c'est-à-dire l'obligation à le vendre à la puissance publique. Cet acte administratif est validé une fois, deux fois, puis une troisième fois par le Conseil d'État le 8 novembre dernier. Saisi par Nantes métropole en désaccord sur le prix demandé par Nex, le juge de l'expropriation avait entre-temps fixé à 1,306 M€ « l'indemnité de dépossession », somme rondelette tout de même. Mais considérée néanmoins comme insuffisante par le promoteur qui, là encore, n'obtiendra rien de plus en cassation\*\*. Dura lex sed Nex. ■

\* Arrêt du 8 novembre 2019 (417834)

\*\* Arrêt du 27 janvier 2015 (13-26882)

## Arrache-toi!

Ouest-France, 15 novembre 2019

Après avoir officié dix ans à Nantes, l'évêque Jean-Paul James est muté à Bordeaux. Titre du journal démocrétien: « Ce départ est un arrachement ». Arrachement de quoi... des ligaments croisés? Et l'évêque dans son interview: « Partir dans l'inconnu, c'est un bouleversement dans ma vie ». C'est Juppé qui va être content de se faire traiter de khalife de terra incognita.

## Ampoules de chute

Ouest-France, 13 juillet 2019

Une entreprise bauloise loue des trottinettes électro-nucléaires pour se balader en campagne et dans les marais salants. Trottinettes à grosses roues, casque fourni mais aussi des « mitaines pour éviter les ampoules provoquées par le guidon en cas d'éventuelles chutes ». Des ampoules en se prenant une gamelle? Et à Noël, ça clignote?

## Canicule sur la commode

Ouest-France, 17 août 2019

C'est l'été, faut bien trouver des trucs pour remplir le journal. Comme Alix, 21 ans, en stage trois semaines à la Banque postale où travaille son papa, avec qui elle tortore à la cantine tous les midis du stage. Passionnant. Alix détaille les bienfaits de la boîte, machine à café à tous les étages, salle détente « avec éclairage doux et fauteuils massants chauffants ». Guichetier à la poste, attention au cul trop chaud et tout ramollo.

## Mets de l'huile

Hitwest, 17 octobre 2019

Cadeau pour le jour de « J'aime ma boîte », 17<sup>e</sup> édition d'une initiative patronale qui a des airs de syndrome de Stockholm imposé par les DRH. La direction de Hitwest offre à ses employés attouchement et pétrissage dans ses studios. Huiles essentielles, musique molle et massages pratiqués par Véronique, « praticienne de bien-être », qui, quand elle ne tripote pas les gens d'Hitwest, tient un « cabinet éveil de soi » aux Sorinières. Elle a trouvé les salariés de la radio plus tendus que prévu. Plus ployés qu'employés, en somme. À l'antenne, le sujet juridique qui suit, sur le « préjudice d'anxiété » à l'amiante et élargi à tous les produits toxiques, n'a rien fait pour détendre l'atmosphère. L'an prochain, on fêtera essentiellement la journée nationale des huiles toxiques.

## De but en blanc

Process alimentaire, 7 octobre 2019

On apprend qu'à Campbon, Candia est « spécialisé dans le lait blanc en format 1 litre ». Nota bene: le lait noir, c'est pas du lait, c'est du charbon liquide.

Procédure friendly

# L'esprit de l'escalier

Au championnat des procédures visant le centre LGBT, Paul-Bruce mène 4 à 3 devant Tiphaine. Va-t-elle remonter au score? Suspense haletant.



Il y a des gens qui vivent avec des obsessions. Paul Bruce Barret, lui, c'est la peinture en escalier. Il ne supporte pas. Alors il se plaint. Homophobe? Pensez vous... Son seul souci, c'est de restaurer l'ordre pictural public. Directeur local chez PwC audit, une filiale de Pricewaterhouse-Coopers\*, il est habitué à régler des comptes. Quand il quitte la compta, il s'acharne contre les marches peintes aux couleurs arc-en-ciel de la communauté LGBT. Débouchant sur le cours des 50-Otages, peintes en 2018, elles ont été plusieurs fois barbouillées rageusement par d'autres allergiques à la couleur. Une, deux, trois et quatre: depuis 2018, Paul Bruce en est à quatre plaintes contre la mairie au tribunal administratif, exigeant la preuve d'une autorisation officielle de la peinture des marches, chipotant sur la conformité d'une attestation, ergotant sur l'absence de limite de validité dans le temps de ce « dispositif litigieux » voire, « intrinsèquement vicié ». De la peinturlure dépravée, en somme!

### Haro sur le vicié

La charge juridique invoque une « occupation privative du domaine public routier »: c'est évident, la couleur gêne les ba-

gnoles qui dévalent l'escalier du matin au soir. Forcément, il faut y voir l'œuvre du diable qui, on le sait, se niche dans les détails: absence de panneaux de chantier, absence d'appel à projets et de mise en concurrence, absence de « rédevance d'occupation domaniale », « usage incompatible avec la destination normale du domaine public », ou même « troubles à l'ordre public »... Tout argument, même improbable, sert à faire obstruction à cette insupportable descente de marches arc-en-ciel.

### Sus à la pertinence

Pour ce juridisme tatillon, le centre LGBT porté par l'association Nosig\*\* aurait la « qualité d'opérateur économique ». La preuve? « L'organisation par ses soins de la gay pride revient à concurrencer l'activité de sociétés privées agissant dans le secteur de l'événementiel ». L'offensive s'habille parfois de mots feutrés: « L'homosexualité fait l'objet d'une réception nuancée par le droit interne, en regard du principe d'égalité puisqu'il est possible au nom de la liberté d'expression de débattre directement de sa pertinence »...

### Subventiophobie

Ces quatre plaintes sont à l'instruction au tribunal administratif, sans date d'audience prévue. « Possible que les magistrats attendent la décision du Conseil d'État qui doit juger de la neutralité de l'action publique relative à une subvention à un organisme qui lutte contre les discriminations », indique Pierre Lefèvre, l'avocat de Nosig. Avant cette intolérance à la peinture, d'autres allergies tenaces ont nourri des croisades judiciaires, ciblant pareillement le centre LGBT,

attaquant, sous prétexte d'un débat sur la PMA, la subvention municipale de fonctionnement (22000 euros) votée en 2016. En première instance, la subvention avait été annulée, puis la cour d'appel a inversé la décision et redonné sa légitimité à cette subvention. Troisième étape: on attend que le Conseil d'État tranche.

Ces trois attaques ont été lancées par Tiphaine du Boisguéheneuc, que la presse a présentée comme une contribuable nantaise, mais qui habite en réalité Poitiers et paye juste des impôts fonciers à Nantes, proprio d'une maison qu'elle a mise en location dans le quartier où créchait de Ligonès. Sur sa page Facebook, Tiphaine expose son fiston scout et kiffe Sens commun et le réseau social de prière Hosanna. Avec son mari Frédéric Blanc, liquidateur judiciaire, elle cogère une société civile immobilière au doux nom des Enfants nantais, hommage à la légende des deux jumeaux chrétiens zigouillés au IV<sup>e</sup> siècle, c'est pas d'hier.

L'autre plaignant subventiophobe, Vincent Boullault, est contrôleur de gestion d'un groupement de manutention portuaire à Montoir, et garde un pied dans le groupement foncier agricole familial de La Touche à Vallet. Il est aussi grand chef de patrouille, président national depuis 2015 d'Europa scouts, mouvement de scoutisme catho traditionaliste, à la tête de meutes de louveteaux, louvettes, scouts à genoux cagneux et rangers, chemises bleu ciel ou kaki. Contre les subventions, le chef de meute habitué au groupement a agi en solitaire. Comme un genre d'émeutier en rupture de bande. ■

Jeanne Jeunette

\* Un cabinet qui au plan national a signé en juin 2018 une charte européenne d'engagement LGBT+ de promotion de ses salarié es, quelles que soit leur orientation sexuelle, identité de genre ou orientation de vie, et encourageant le recrutement des talents LGBT.

\*\* Nos Orientations sexuelles et identités de genre, nouveau nom du centre LGBT.



## Et des poussières

Ouest-France, 24 septembre 2019

World clean up day, alias jour mondial de la propreté: chacun y va de son geste pour nettoyer la planète de ses papiers gras. Les élèves des classes de moyennes et grandes sections de la maternelle de l'école Alexis-Maneyrol de Frossay ont récolté dans le bourg 3,2 kg de déchets. Hélas, la planète ne s'en trouva point allégée, les trois kilos et des poussières ayant fini à la poubelle.

## Y a quelque chose qui cloque

Presse-Océan, 18 septembre 2019

Dérèglement climatique microlocalisé. La glace cloque à la patinoire. La faute à la condensation qui par effet de gravitation universelle forme des gouttes qui, plaf, tombent du plafond et finissent rattrapées par la glaciation superficielle à la surface de la patinoire. Cloques apparues « quelques minutes avant le coup d'envoi ». Match de hockey de rentrée annulé. Consternation. La faute au public qui ne retient pas son souffle ce premier soir de match: « Avec des appels d'air et un millier de personnes qui respirent, le taux d'humidité n'a pu être contrôlé », explique le gestionnaire de la patinoire. On a en a muté en Sibérie pour moins que ça.

## Couche couche panier

L'Écho de la Presqu'île, 4 octobre 2019

Dans un Ehpad à Pontchâteau, deux aides-soignantes sont accusées de travailler trop vite, de coucher les pensionnaires dès 18h, en les faisant manger dans leur lit. Elles contestent aux prud'hommes leur licenciement: « Comment faire correctement son travail quand on nous demande de coucher dix résidents en 45 minutes? ». C'est pourtant simple: suffit de les mettre au lit une fois par an. Et après? Une couche d'apprêt, une couche de finition.

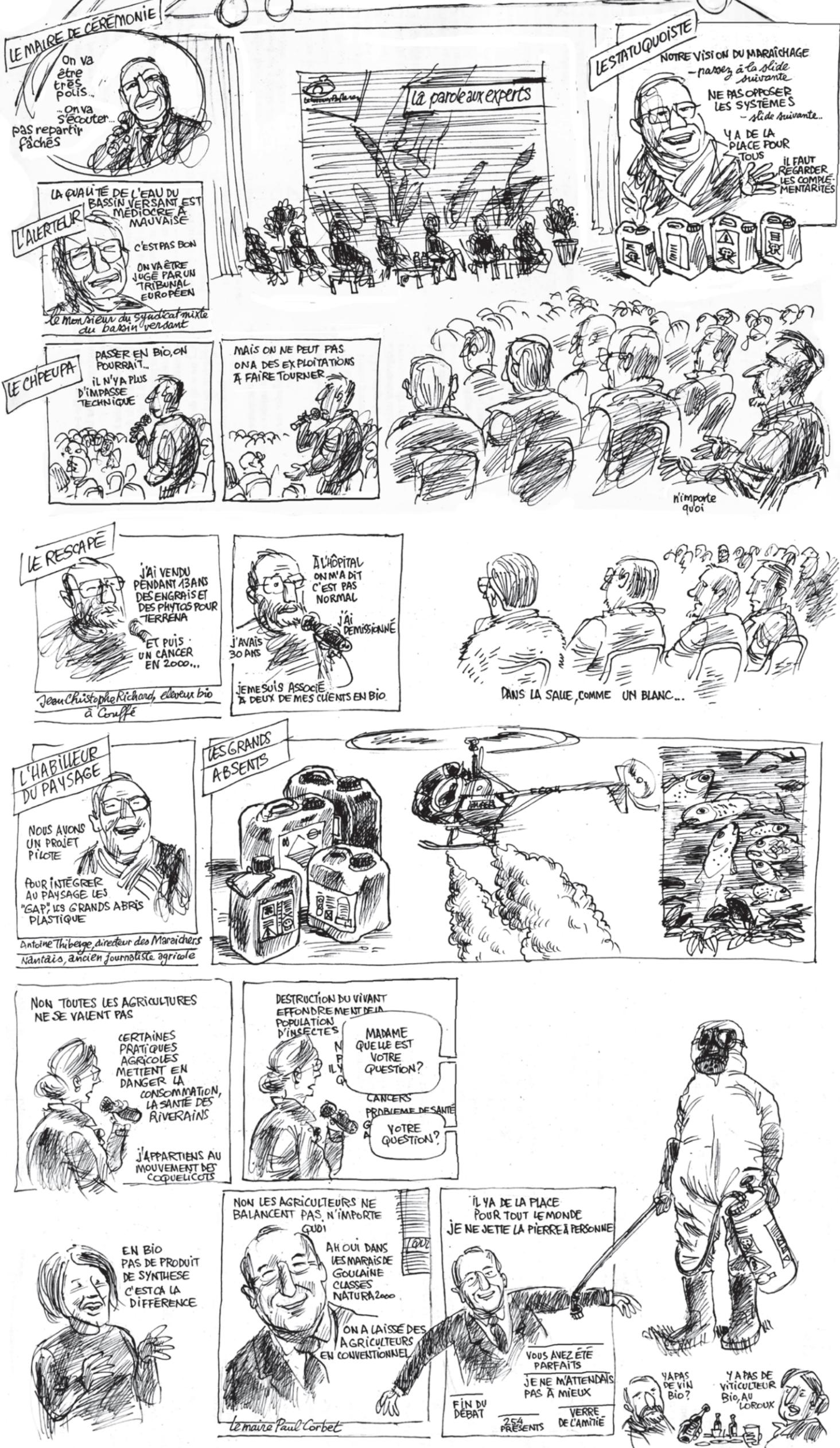
## Puni caté

L'Hebdo de Sèvre-et-Maine, 28 août 2019

Pas de bol chez les couinques. À l'école catho de Remouillé, les marmots ont fait la rentrée deux jours avant tout le monde. La faute à l'heure de catéchisme, s'ajoutant aux 24 heures hebdomades de temps scolaire normalisé, curés ou mécréants. Explication de l'envoyée spéciale du bon dieu dans la cour, Marine Besse, dirlole de l'école: « Comme on ne peut pas moduler les horaires de la cantine, cette 25e heure nous oblige à commencer les cours cinq minutes plus tôt le matin et l'après-midi, par rapport à l'école publique. Mais il nous manque encore 20 minutes par semaine. Ce temps perdu, nous devons le récupérer. » Alors qu'au lieu de piquer deux jours de vacances aux mômes, il suffirait de prendre le temps de la cantine pour leur servir des hamburgers aux hosties, une religieuse au chocolat ou un pet-de-nonne en dessert, un shooter de Bénédictine pour faire passer si c'est trop étouffe-chrétien, et le tour était joué.

# ça s'empesticide

LE LOROUX-BOTTEREAU, 22 NOV 2019  
SOIRÉE DÉBAT SUR L'AGRICULTURE DE DEMAIN



**LE MAIRE DE CÉRÉMONIE**  
On va être très polis...  
...on va s'écouter...  
PAS repartir fâchés

**L'ALERTEUR**  
LA QUALITÉ DE L'EAU DU BASSIN VERSANT EST MÉDIOCRE À MAUVAISE  
C'EST PAS BON  
ON VA ÊTRE JUGÉ PAR UN TRIBUNAL EUROPÉEN  
Le Monsieur du syndicat mixte du bassin versant

**LE CHEPEUPA**  
PASSER EN BIO, ON POURRAIT...  
IL N'Y A PLUS D'IMPASSE TECHNIQUE

MAIS ON NE PEUT PAS ON A DES EXPLOITATIONS À FAIRE TOURNER

**LE RESCAPE**  
J'AI VENDU PENDANT 13 ANS DES ENGRAIS ET DES PHYTOS POUR TERRENA  
ET PUIS UN CANCER EN 2000...  
Jean-Christophe Richard, éleveur bio à Ceruffé

À L'HÔPITAL ON M'A DIT C'EST PAS NORMAL  
J'AI DÉMISSIONNÉ  
J'AVAIS 30 ANS  
J'ÉTAIS ASSOCIÉ À DEUX DE MES CLIENTS EN BIO

**L'HABILLEUR DU PAYSAGE**  
NOUS AVONS UN PROJET PILOTE  
POUR INTÉGRER AU PAYSAGE LES "GAP", LES GRANDS ABRIS PLASTIQUE  
Antoine Thiberge, directeur des Maraîchers Nantais, ancien journaliste agricole

**LES GRANDS ABSENTS**  
DANS LA SALLE, COMME UN BLANC...

NON TOUTES LES AGRICULTURES NE SE VAIENT PAS  
CERTAINES PRATIQUES AGRICOLES METTENT EN DANGER LA CONSOMMATION, LA SANTÉ DES RIVERAINS  
J'APPARTIENS AU MOUVEMENT DES COQUELICOTS

DESTRUCTION DU VIVANT EFFONDREMENT DE LA POPULATION D'INSECTES  
MAMME QUELLE EST VOTRE QUESTION?  
CANCERS PROBLÈME DE SANTÉ  
VOTRE QUESTION?

EN BIO PAS DE PRODUIT DE SYNTHÈSE C'EST LA DIFFÉRENCE

NON LES AGRICULTEURS NE BALANÇENT PAS, N'IMPORTE QUOI  
AH OUI DANS LES MARAIS DE GOULAINNE CLASSES NATURA 2000  
ON A LAISSÉ DES AGRICULTEURS EN CONVENTIONNEL  
Le maire Paul Corbet

IL YA DE LA PLACE POUR TOUT LE MONDE JE NE JETIE LA PIERRE À PERSONNE  
VOUS AVEZ ÉTÉ PARFAITS  
JE NE M'ATTENDAIS PAS À MIEUX  
FIN DU DÉBAT  
254 PRÉSENTS  
VERRE DE L'AMITIÉ

Y A PAS DE VIN BIO?  
Y A PAS DE VITICULTEUR BIO, AU LOROUX

## Peste ici 2 Agassement manifeste

À SAINT-JULIEN-DE-CONCELLES, haut lieu du maraîchage industriel, le mouvement des Coquelicots a voulu rencontrer le maire pour lui causer pesticides, saloperies largement utilisées par les producteurs de mâche et de poireaux, et ce avant et après l'interdiction du Métam Sodium. Il a fallu insister. Et le maire Thierry Agasse en a presque perdu son sang froid. Extrait des échanges: « Écoutez madame, comment faites-vous pour savoir autant de choses? Si ça se trouve vous en savez plus que moi sur la charpente (le maire est charpentier). Si vous ne vous plaisez pas à Saint-Julien, vous n'avez qu'à déménager [...] On ne peut pas nourrir la planète avec le bio [...] L'abandon de cette agriculture conventionnelle provoquerait du chômage [...] Vous attendez quoi des élus locaux? Aller chez les maraîchers et leur dire de se mettre en bio? C'est impossible ». Et le maire clôt le débat en refusant de choisir entre le pesticide et le cholera: « C'est un choix personnel, je ne prendrai pas de décision sur l'emploi des pesticides, j'attendrai l'Europe, c'est le consommateur qui décidera ». Pas facile d'être décideur cerné de pesticides. ■

## Incredible but true Balance ton porc

À GUÉMÉNÉ PENFAO, la conclusion du rapport d'enquête publique était défavorable à l'extension d'une porcherie industrielle passant à 13 000 porcs par an. Arguments: principe de précaution, vu le niveau sanitaire de l'eau déjà dégradé du bassin versant du Don, affluent de La Vilaine. Le rapporteur a contré soigneusement les arguments de l'agriculteur et épinglé notamment une pollution existante préoccupante du bassin versant au dés herbant du maïs, deux « métabolites de pesticides »: Métolachlore et Alachlore, modèles Esa et Oxa. Le préfet a fait sa tête de cochon, il n'a pas tenu compte de l'avis négatif, accordant le 9 septembre dernier l'autorisation de prolifération de porcs, nitrates et pesticides, émanations d'ammoniac, appoint de soja OGM pour gaver les porcs, épandages de lisier accru dans un rayon élargi (469 hectares). À défaut d'être éleveur bio, l'agriculteur revendique « une empreinte carbone ridicule » quant à la fabrication des aliments (L'Éclairer de Châteaubriant, 24/10). Mais il n'interdit pas à ses porceux de péter ni de chier. ■

## Hippothermie Canassonade

Les hippodromes de Nantes et de Pornichet ont le même chargé de com et ça tombe bien: « Les saisons de course ne se chevauchent pas vraiment dans les deux villes » (Ouest-France, 25/07). Un jeu de mot aussi exceptionnel, ça ne se trouve pas sous le sabot d'un cheval. ■

## Tagadac tagadac

### ● Cabane !

L'irréductible campement des gilets jaunes, à l'embranchement de la route vers l'aéroport auprès du périmètre, pose problème aux autorités. Impossible de l'expulser par la voie judiciaire, le triangle de terrain sur lequel est implantée la cabane n'existant sur aucun cadastre. Désastre de l'ordre : aucun proprio, aucune demande d'expulser possible. C'est ce qu'ont expliqué les gendarmes aux gilets jaunes qui tiennent cette cabane. Qui n'a jamais mieux porté son nom : « Cabane ! ».

### ● Et vlan, passe-moi l'éponge

Clisson fuit par en-dessous mais tellement peu : « Le réseau clissonnais est performant, selon les critères de l'Agence de l'eau ». Selon la Saur, le gestionnaire de la flotte municipale, ces pertes, c'est peanuts : 0,62 m<sup>3</sup> par kilomètre et par jour (Ouest-France, 03/10). Si on y va de la calculette, avec une année non bissextile et un réseau de 57,8 km de tuyaux, ça fait quand même 13 080 m<sup>3</sup> d'eau potable épongés par le sous-sol. Bon c'est vrai, c'est dix fois moins qu'à Nantes où les pertes se chiffrent à 6,2 m<sup>3</sup>/km/j (données 2017). Avec 3 156 km de tuyaux, ça fait 7,1 millions de mètres cubes. Mais bon, un litre de perdu, dix de trou.

### ● Yara, yaka

C'est toujours bon de décrocher une place de leader. Classée Seveso donc risque environnemental ++, l'usine d'engrais de Montoir peut être fière : « Yara est le plus gros pollueur dans l'estuaire de la Loire », disent les services de l'État qui lui ont collé deux mises en demeure, pour obliger la boîte à retraiter ses rejets liquides et ses poussières dans l'air. La technique de la mise en demeure a l'air de glisser comme un pet sur une toile cirée : « La situation n'est pas nouvelle, car l'usine avait déjà été mise en demeure par la préfecture dès décembre 2011. » (Ouest-France, 20/11). Rendez-vous dans huit ans pour la prochaine séance de gros yeux.

### ● Zéro déchet, pas zéro euro

À bas le plastique, vive le lombric. Animations zéro déchet partout pendant la semaine nationale où chacun déteste les ordures. À Rezé le 30 novembre, on a fabriqué des boîtes à cadeaux pour Noël en carton de récup, des éponges, des tote bags. La séance, c'est 2€. Et y a pas de réduc même si c'est la semaine de réduction des déchets. À La Chapelle-sur-Erdre, le 23 novembre, un atelier du matin a appris à cuisiner les épluchures, les fanes de carottes et de radis. La séance sur réservation coûte 22€ par tête de pipe. Oui oui, 22€ ! À ce prix-là, espérons que les épluchures de têtes de pipe sont offertes.

### ● Com interne bien dirigée

Le magazine des agents de la Ville de Nantes et la métropole, *Vue d'ensemble*, est administré par une « directrice de publication » de la « direction générale du secrétariat général ». En abrégé, une dirpubdirgésécg.

## Marchand de canon Le marché de l'eau qui fait pleurer

La société nazairienne Sides arrose la répression à Hong Kong.



MADRID in Saint-Nazaire, les camions canons à eau antiémeute aspergeant les pékins locaux de Hong Kong manifestant pour leur liberté. Et personne ici, n'ose tirer gloire de ce magnifique marché à l'export formidablement médiatisé par toutes les télés du monde. Prompte à glorifier les entreprises du coin faisant leur beurre à l'international, la chambre de commerce n'a pas pipé mot. Pas de triomphalisme non plus du bourgmestre socialo de la commune, David Samzun, pourtant zélé défenseur du fameux « ordre public » pour discréditer le mouvement des gilets jaunes. Peut-être rêve-t-il d'un jumelage Hong-Kong Saint-Naz, hauts lieux des violences policières, euh pardon « gestion démocratique des foules ».

### Sauvé par l'émeute

Le constructeur de ces pistolets à eau géants déguisés en chars s'appelle Sides, rattaché depuis 2017 au groupe breton Armor, holding basée à Trémeur, Côtes-du-Nord, qui chapeaute six sociétés faisant dans la bétailière, le camion pour commandos et forces spéciales, le blindé en tenue léopard, le fourgon de transport de fonds ou la citerne pour matières sensibles. Sides était à l'origine spécialisé dans les camions de secours et de pompiers mais, criblé de dettes, il a dû se diversifier, notamment en assemblant des « véhicules antiémeute par projection d'eau », en s'associant à une autre filiale du groupe, Essonne sécurité, pour qui les « véhicules de maintien de l'ordre » constituent une grosse part des ventes.

### Du rouge au kaki

Le site Internet du groupe ne dit rien de ces camions blindés cracheurs d'eau répressive, ne met-

tant en avant que ses références sécurité civile, aéroportuaire et industrie. Le secteur militaire cultive aussi le confidentiel défense : pas un mot sur les camions en tenue camouflage, vendus à l'armée et opérant dans les zones de guerre comme au Mali. Début 2019, Sides a décroché une commande de 25 M€ auprès de l'armée française.

### L'eau qui pleure

Les engins vendus à Hong Kong sont des *Cerberus*, modèle gratifié d'un « trophée export sécurité » au salon de l'armement de Satory de 2018 (*Libération* 19/06). En mai 2018, le journal chinois *South China Morning Post* mentionnait la livraison de trois de ces camions dotés de caméras 360° enregistrant et visionnant en direct, et équipés de réservoirs de liquide lacrymogène et de colorant. Un marqueur qui sert à la police pour « identifier les manifestants qui peuvent ensuite être victimes de harcèlement ou placés en détention de manière injustifiée », comme le souligne Amnesty International. Surprise : l'eau contient parfois d'autres additifs, dont diverses substances chimiques irritantes. Ces gadgets font d'ailleurs des envieux parmi nos pandores qui aimeraient pouvoir les utiliser sur les pavés tricolores. Sûr, ce serait

un nouveau grand bond en avant pour la démocratie recolorisée.

### Un dirlo senscommuniste

Pour se remettre de sa quasi-faillite, Sides, très dépendant des marchés publics, avait besoin d'un conducteur à l'aise dans les méandres politiques. Au printemps 2019, pour diriger le constructeur de gros culs, Frédéric Louis, le big boss d'Armor holding, a opté pour Sébastien Pilard : vice-président LR du conseil régional des Pays de la Loire, ce père de six enfants est très propre sur lui. Passé par des écoles d'ingénieur et de com-

merce, il est parmi les fondateurs en 2013 de Sens commun, ce joyeux mouvement politique s'opposant au mariage homo et à la PMA.

### Pilard extrême

Sébastien Pilard a des principes : il veut bien être classé à la droite extrême mais pas à l'extrême droite, ah ça non. En 2017, ce fervent admirateur d'Éric Zemmour fait la morale à Christophe Billan, son successeur à la présidence de Sens commun, qui prônait un rapprochement avec Marion Maréchal-Le Pen. Mais voilà qu'en juin dernier, Pilard Sébastien se fait rattraper au galop par son naturel : l'ancien porte-parole de la Manif pour tous participe avec d'autres Républicains à un dîner avec Maréchal-Le Pen Marion. « Je préfère discuter avec Marion Maréchal qu'avec Emmanuel Macron », déclare à l'époque l'élus au *Figaro*. Ce qui lui vaut d'être rouspété par sa cheffe LR à la région, Christelle Moranaïs, avec une grosse punition à la clé : il est privé de représentations extérieures. Na ! ■

Dalton Trumpo

## Connec moins ultra Beach bide baulois

L'été dernier, Veolia, concessionnaire de « Smart baie » la plage connectée de La Baule, a installé des casiers-consignes à maillot de bains, ouverts et fermés par son téléphone, de la bouffe « livrée à la serviette » sur le sable, et le paiement « cashless » avec un bracelet connecté. 7000 bracelets ont été achetés. Seuls 100 ont été activés (*La Tribune*, 07/11). Comme on compte le bilan : 1,4% de réussite ou 98,6% d'échec ? ■

## Complètement fouquet's

Lors de l'acte 18 des gilets jaunes le Fouquet's des Champs-Élysées se fait descendre les vitres. Cinq mois après, à La Baule, au calme devant le remblai, son chef Pierre Gagnaire est venu faire le gâte-sauce de prestige au Fouquet's baulois. Selon lui, le gilet jaune a tout faux : « On peut déjeuner pour 80€ au Fouquet's ! Cela ne coûte pas une fortune, mais c'est comme cela dans l'imaginaire des gens » (*La Baule+*, août 2019) Renseignement pris, carte du

Fouquet's en main, pour 80 €, on peut manger 10g de caviar, un melon au jambon de Parme et un éclair au café. Mais si on pousse à 125g de caviar, une coupe de champ', un homard en entrée, une sole meunière, un verre de Pauillac, et un café gourmand, on s'en tire quand même pour 581€. Dans l'imaginaire des jaloux, ça passe pour une fortune. À La Baule, quand le chef était là, le menu était ce jour-là à 99€. Ce prix de resto ouvrier est une insulte aux Baulois. ■

## Phallogouvernance La moitié du ciel attendra

Ouest-France, organe de presse au masculin hautement pluriel.

CHARITÉ bien ordonnée commençant par soi-même, les mâles caciques d'Ouest-France trustent la plupart des emplois d'encadrement du quotidien judéo-chrétien. Autrement dit, près des trois quarts des grosses paies de la maison rennaise, dont la devise cache-sexe affiche toujours « justice et liberté », tombent dans les fouilles des XY. La loi du 5 septembre 2018 oblige les entreprises à mesurer leurs efforts vers l'égalité salariale à travers cinq indicateurs. Aïe : « l'index de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes » du journal affiche un score très médiocre, 71 sur 100 (*Le Monde* est à 92/100). Pire : la loi obligeant à rendre le résultat public sur son site Internet, *Ouest-France* commet le péché par omission. Rien sur les femmes et rien sur le score. Nada. Pas même une esquisse de repentance dans une maison coutumière des éditeurs moralisateurs. Pourtant, ses journalistes ont tartiné des pages entières sur le sujet mais, comme

toujours, chez les autres. Devant sa porte, y'a plus de balai. En 2018, l'intersyndicale SNJ-CGT-CFDT dénonçait déjà la situation, pointant un comité de direction opérationnelle composé de 17 hommes et d'une femme. Et seulement deux femmes sur les quinze membres de la rédaction en chef. Heureusement, dans leur grande mansuétude, les députés ont accordé aux mauvais élèves un délai de trois ans pour atteindre au moins le seuil des 75 points. Pour améliorer le score, reste à faire grimper un peu plus Sophie Hutin-Fuchs, et Jeanne-Emmanuelle Hutin, les filles de dieu le père, PDG décédé il y a deux ans. Héritières du clan, Sophie, aux dernières nouvelles responsable du site internet, et Jeanne-Emmanuelle, membre du directoire de la société anonyme et chargée d'édits bénitiers, pourraient bien s'approcher du ciel en repoussant le plafond de verre. Il faut savoir déplafonner en famille. ■

## Qui ça ?



Ont œuvré à ce numéro : Anis Mauresque, Jules de chez Smith, Pascale Hibrage, Nicolas de La Casinière, Sophie Nasri, Olli, Fred Crayon, Isabelle Abraham, Ray Clid, Frap. Directeur de publication : Nicolas de La Casinière. N° ISSN : 1270-4911 - N° CCPAP : 0211 G 8321 *La Lettre à Lulu* (c/o Sans Shérif, 18 rue Geoffroy-Drouet, 44000 Nantes) est éditée par l'association La Lutte à Leuleu. Tirée à 3350 exemplaires sur papier recyclé par l'imprimerie Allais, ZA Pôle sud, 30 rue de l'Atlantique, 44115 Basse-Goulaine. Les textes publiés sont « copyleft ». Libres de droits, ils peuvent donc être repris, republiés, rediffusés, si possible avec mention de l'origine.

Les archives du journal sont sur [www.lalettrealulu.com](http://www.lalettrealulu.com)

## Abonnement 20 euros = 10 numéros

Nom : ..... chèque à l'ordre de  
Prénom : ..... La Lutte à Leuleu  
Adresse : ..... c/o Sans Shérif  
18 rue Geoffroy-Drouet  
44000 Nantes  
ou abonnement  
ligne via  
Courriel : ..... [www.lalettrealulu.com](http://www.lalettrealulu.com)